

3€

regards

AVRIL 2019



**POPULISME
VS UNION
DE LA GAUCHE**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquesseptembre,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMSEPTEMBRERE POPULISME VERSUS UNION DE LA GAUCHE

PODEMOS ET LE POPULISME

- # **Podemos : modérés populistes versus gauchistes unitaires**
- # **Comment Unidos Podemos veut gagner la patrie**
- # **Du bon usage du populisme : guide à l'attention de Jean-Luc Mélenchon**

LA FRANCE INSOUMISE ET LE POPULISME

- # **La stratégie de Mélenchon se discute**
- # **Populisme ou gauche : de la présidentielle à aujourd'hui**
- # **Garrido - Jadot : le populisme contre la gauche**

LES INTELLOS ET LE POPULISME

- # **Eric Fassin : « Quand on rejette l'opposition gauche/droite, ça finit rarement à gauche »**
- # **Populisme de gauche : prendre le risque d'un avenir**
- # **Populisme de gauche : un avenir bouché ?**
- # **Chantal Mouffe : « Il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche »**



PODEMOS ET LE POPULISME

Podemos : modérés populistes versus gauchistes unitaires

Le parti issu des indignés espagnols est mis à mal par la velléités de scission de son ancien numéro deux, Íñigo Errejón, ce qui renforce les tensions internes.

Comme cela a été largement traité par les médias espagnols, Podemos se trouve face à sa pire crise interne. Le parti issu des indignés a vécu le 17 janvier dernier son anniversaire le plus amer depuis sa création en 2014. Ce même jour, l'ancien numéro deux du parti, Íñigo Errejón, a annoncé par surprise sa volonté de ne pas se présenter aux élections régionales à Madrid en mai comme le candidat de Podemos. Il le fera à partir d'une nouvelle plateforme électorale créée par la maire de Madrid, l'indépendante Manuela Carmena. Une décision vécue comme une trahison par le secrétaire général, Pablo Iglesias. Ce qui laisse ce parti au bord de la rupture

parmi ses deux courants principaux : les pabloïstes (favorables au rassemblement de la gauche) et les errejonistes (plus modérés et surtout partisans du populisme de gauche).

« Je suis vraiment étonné par le fait que Manuela et Íñigo nous aient cachés qu'ils préparaient le lancement d'un projet électoral personnel », a écrit alors Iglesias dans une lettre envoyée aux militants de Podemos. « Avec tout mon respect, mais Íñigo ce n'est pas Manuela », a ajouté le leader de la gauche radicale espagnole, en réaffirmant ainsi sa volonté de concurrencer Errejón aux régionales à Madrid, alors que son parti ne sera pas présent aux municipales

dans la capitale espagnole. L'ancienne juge Carmena essayera de conserver son poste avec la plateforme Más Madrid (Plus Madrid), la même qu'Errejón. Cependant, il y a quatre ans, elle avait gagné grâce à une large coalition composée par Podemos et les autres forces progressistes. La stratégie de faire cavalier seul peut-elle l'emporter ? Rien n'est moins sûr...

Dès cette annonce, les dirigeants podémistes ont multiplié leurs critiques contre Errejón et ont exigé sa démission de son poste de député. Il a finalement renoncé à son siège au Parlement espagnol le 21 janvier. « Je n'abandonne pas le parti que j'ai fondé, je continue en étant militant », a déclaré Errejón. En revanche, les dirigeants de Podemos considèrent qu'il s'est mis lui-même en dehors de la formation en annonçant sa candidature avec la plateforme Más Madrid. On était alors à deux doigts du schisme total. Mais la démission du secrétaire régional de Podemos à Madrid et la pression des autres dirigeants régionaux, faits inatten-

dus dans ce feuilleton fraticide pour la gauche espagnole, ont adouci la position d'Iglesias.

« Íñigo, malgré tout, n'est pas un traître, mais il doit être un allié de Podemos », a assuré mercredi dernier Iglesias dans un post sur Facebook publié avant la tenue d'un conseil national extraordinaire du parti. Le leader de la gauche radicale est en congé de paternité et il n'a pas participé à cette réunion. Errejón non plus, après le veto de la direction. Le verdict de ce conclave a été crucial : ils ont entrouvert la porte en vue d'une alliance avec Más Madrid. Le résultat de ces tractations conduira ou non à l'implosion de Podemos.

TROIS ANS DE TENSIONS INTERNES

Ce schisme aurait lieu dans un moment où Podemos est mis à mal aux sondages (environ 15% des voix). Parallèlement, l'extrême droite de Vox commence à émerger dans le paysage politique espagnol après son entrée retentissante au

Parlement andalou en décembre, avec douze conseillers régionaux. Elle menace même d'évincer le socialiste Pedro Sánchez du pouvoir si elle arrivait à conclure une triple alliance avec le Parti Populaire et Ciudadanos, principal soutien de Manuel Valls à Barcelone et allié de La République en Marche en Europe. Bien que la rupture entre Iglesias et Errejón se soit concrétisée il y a peu, les différences entre eux existent depuis trois ans. Ces deux anciens professeurs de sciences politiques étaient liés non seulement par une étroite amitié, mais ils ont composé un binôme qui a bouleversé la politique espagnole. D'un côté, Iglesias, 40 ans, le leader charismatique. De l'autre, Errejón, 35 ans, le stratège – très proche de la théoricienne du populisme de gauche Chantal Mouffe, avec laquelle a coécrit le livre *Construire un peuple* et qui a eu un rôle-clef dans la structuration d'un parti qui, en 2015, a conquis les mairies de Barcelone et Madrid et obtenu plus de 20% des voix aux législatives.

Mais ce genre d'amitié se fait rarement sans anicroche et c'est un fait complètement fortuit qui a accentué la méfiance entre les dirigeants de Podemos au début 2016. Un proche d'Errejón a laissé ouverte la session de son ordinateur au siège du parti, ce qui a permis à Iglesias et son entourage de découvrir l'existence d'un groupe de Telegram, dont le nom était «coup du berger», dans lequel des représentants errejonistes conspiraient pour prendre le contrôle de la direction régionale du parti à Madrid. Dont acte. Mais la brouille s'est aussi portée, de façon plus stratégique, sur la nécessité de faire une alliance avec les communistes d'Izquierda unida.

« UN MODÈLE MACRONISTE »

La confrontation entre Errejón et Iglesias pour le contrôle de Podemos a fait couler beaucoup d'encre dans la presse espagnole, notamment au moment de la deuxième convention nationale du parti en février 2017. Les thèses d'Iglesias ont reçu alors le soutien majoritaire des militants.

Après sa défaite, Errejón a abandonné ses responsabilités comme stratège et porte-parole du groupe parlementaire. Son seul prix de consolation a été d'être tête de liste aux élections régionales à Madrid.

« Il est difficile de savoir si les différences entre Iglesias et Errejón sont plus personnelles ou plus idéologiques. La réalité, c'est qu'Iglesias croit que le régime politique espagnol est en crise et qu'il doit creuser des tranchées idéologiques au sein de la gauche alors qu'Errejón veut adopter une stratégie clairement populiste, en dépassant le clivage gauche-droite », explique le politologue espagnol Pablo Simón. Selon ce professeur de l'Université Carlos III de Madrid, Podemos a souffert d'une forte perte de popularité lors des deux dernières années, notamment à cause de la gestion d'Iglesias, jugée trop proche des indépendantistes lors de la crise catalane en octobre 2017 et de l'arrivée de Sánchez au pouvoir – et maintenant, « les socialistes sont à nouveau perçus comme le vote utile à gauche ».

C'est finalement les résultats décevants en Andalousie où la coalition entre Podemos et la Gauche Unie a perdu trois députés et 300.000 voix, qui a poussé définitivement Errejón à se démarquer du parti d'Iglesias. Il a préféré s'allier avec Carmena et construire son projet politique autour de son charisme personnel et celui de la maire de Madrid. Contrairement au leader de Podemos qui a été objet d'une sorte d'Iglesias-bashing, Errejón a reçu un traitement médiatique beaucoup plus bienveillant, notamment de la part du journal *El País*. « Dans certaines cénacles du pouvoir, on essayait de lancer un modèle macroniste, avec une alliance du grand centre entre le PSOE et Ciudadanos », a alerté Iglesias mercredi dernier. Et d'avertir que, pour atteindre cet objectif, « certains analystes souhaitent une scission d'une gauche modérée de Podemos ». Errejón et Iglesias leur donneront-ils raison ?

O ENRIC BONET

Comment Unidos Podemos veut gagner la patrie

La coalition formée par Podemos et Izquierda Unida soigne son discours : à la reconquête de la démocratie, elle ajoute désormais celle de la patrie. Et compte neutraliser la peur du «péril rouge» avec une communication optimiste et rassurante.

La stratégie de Podemos a souvent été définie comme «populiste» : plutôt que parler de gauche et droite, le parti anti-austérité espagnol a réussi à s'ouvrir un espace politique en traçant une division entre ceux d'en bas (les gens, le peuple) et ceux d'en haut (la caste, les privilégiés). Cependant, pour expliquer le succès de Podemos, il faut aussi faire référence à l'habileté des stratégies du parti pour redéfinir des termes politiques dont la signification n'est pas entièrement fixée (des «signifiants flottants», d'après

la terminologie du théoricien du populisme Ernesto Laclau¹.

NE PAS LAISSER LA DÉMOCRATIE À L'ADVERSAIRE

Ainsi, Podemos a redonné un contenu social au terme «démocratie», une opération de redéfinition qui avait déjà été

1. Ernesto Laclau (2005), *La razón populista*, Fondo de Cultura Económica de España, Madrid

initiée en 2011 par le mouvement 15M² quand il réclamait une démocratie réelle. Le raisonnement est le suivant : les gens sont attachés à la notion de démocratie. Par conséquent, la position traditionnelle de la gauche radicale consistant à dire « Nous ne revendiquons pas la démocratie parce qu'elle est au service du capital » revient à se couper de ces mêmes gens. Le pari de Podemos viserait à l'inverse à revendiquer la démocratie.

À ceci près qu'il s'agit de préciser que la démocratie n'est réelle que lorsqu'on protège des droits sociaux fondamentaux comme l'accès au logement ou à la santé. Le philosophe Carlos Fernández Liria résume cette idée en affirmant que le rejet de concepts tels que «démocratie» ou encore «État de droit» par la gauche revient à «offrir à l'ennemi» un concept très puissant politiquement³.

La constitution de la coalition Unidos Podemos (Unis, nous pouvons) par Podemos, Izquierda Unida (Gauche unie) et d'autres partis écologistes et de gauche pour la législative du 26 juin a poussé la direction de Podemos à aller plus loin dans sa démarche de redéfinition de ces signifiants flottants. Si l'impact positif de la coalition en termes de nombre de sièges est assuré, le secrétaire politique de Podemos, Íñigo Errejón, s'inquiétait de perdre l'image de transversalité acquise par Podemos au cours des dernières années – image qui a permis de rallier des électeurs ne s'identifiant pas forcément avec la gauche radicale. Ce n'est pas par hasard que les partis traditionnels insistent, dans toutes leurs interventions, sur la présence du Parti communiste dans l'alliance Unidos Podemos, brandissant le spectre du «péril rouge».

2. Pour le 15 mai 2011, date de début du mouvement dit des «indignés».

3. Fernández Liria, C. (2015), *En defensa del populismo*, Ed. Carata, Madrid.

UNE PATRIE ANTIÉLITISTE ET POPULAIRE

Afin de neutraliser le possible impact négatif de cette stratégie de la peur, Podemos a essayé une nouvelle opération discursive, définissant sa can-

didature comme une «plate-forme patriotique». La notion de patrie est traditionnellement problématique au sein de la gauche espagnole, dans la mesure où la droite nationaliste se l'est historiquement appropriée. Cependant, les porte-parole d'Unidos Podemos défendent une patrie très différente. D'abord, il s'agit d'une conception plurinationale de l'État espagnol : Unidos Podemos est la seule candidature qui soutient le droit des peuples catalan et basque à décider de leur maintien dans l'État espagnol via des référendums d'autodétermination.

La patrie podemiste se veut aussi antiélitiste et populaire, comme l'exprime le slogan « La patria eres tú » (La patrie, c'est toi) ou encore « La patria es la gente » (La patrie, c'est les gens). Par ailleurs, le patriotisme d'Unidos Podemos n'est pas contradictoire avec une politique migratoire progressiste : le programme de la candidature inclut la création de voies légales d'immigration, l'assouplissement des conditions pour le regroupement familial et l'acquisition de la nationalité espagnole, ainsi que le strict respect du droit international des réfugiés.

Enfin, Unidos Podemos entend neutraliser la stratégie de la peur du «péril rouge» attisé par la droite et le Parti socialiste avec une campagne optimiste et peu agressive. Cela explique le choix d'un cœur comme symbole de l'alliance, ainsi que le slogan « La sonrisa de un país » (Le sourire d'un pays). Les sondages montrent l'efficacité de cet ensemble d'opérations de communication, ainsi que l'enthousiasme provoqué par la constitution de la coalition Unidos Podemos : d'après la plupart des sondages, la candidature de Pablo Iglesias dépasse le Parti socialiste et elle s'approche toujours plus du Parti Populaire (PP, droite) du président Mariano Rajoy.

ALLIANCES : LE PSOE AU PIED DU MUR

Néanmoins, le Parti populaire reste en tête, malgré quatre ans de politiques d'austérité rejetées par la plupart de la population et de graves cas de corruption. La résistance du parti conservateur s'explique par la fidélité inébranlable de beaucoup d'électeurs âgés, surtout en milieu rural, et par l'effet du système électoral qui surreprésente ces terri-

toires ruraux et peu peuplés. Cependant, il paraît clair qu'aucun parti n'aura une majorité absolue au Parlement, ce qui rend cruciale la question des possibles alliances postélectorales pour former un gouvernement. C'est précisément l'absence d'un accord, après l'élection de décembre dernier, qui a provoqué l'organisation de nouvelles élections le 26 juin prochain⁴.

Dans le débat que les leaders des quatre principaux partis ont tenu lundi dernier, Pablo Iglesias a proposé à Sánchez, à plusieurs reprises, de former une coalition après les élections, mais celui-ci a refusé d'exprimer clairement ses

4. Plus précisément, le leader socialiste Pedro Sánchez avait refusé la formation d'un gouvernement de coalition avec Podemos – sous la pression d'une grande partie de la bureaucratie du PSOE et, probablement, des milieux d'affaires. Sánchez aurait préféré un accord avec le parti de droite Ciudadanos (Citoyens), mais l'union de leurs députés n'était pas suffisante pour obtenir la majorité parlementaire.

préférences si le PSOE occupe la troisième position, derrière le PP et Unidos Podemos. En pareil cas, les socialistes auront deux options : soutenir un gouvernement progressiste avec Iglesias à la tête ou permettre la formation d'un nouveau gouvernement de droite, que ce soit avec Mariano Rajoy ou un autre comme président.

Il est certain que les pressions des institutions européennes et des milieux d'affaires espagnols pour que le PSOE choisisse la «grande coalition» seront intenses, mais une victoire électorale d'Unidos Podemos pourrait changer la donne.

● PABLO CASTAÑO TIERNO

Doctorant en sociologie et militant de Podemos.

Du bon usage du populisme Guide à l'attention de Jean-Luc Mélenchon

**Aussi critiquée soit-elle en tant qu'aventure personnelle,
la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour 2017
est probablement la meilleure option présidentielle
pour la gauche de gauche. À condition qu'il s'inspire
intelligemment d'expériences comme celle de Podemos.**

Jean-Luc Mélenchon est allé au journal de 20 heures de TF1, l'émission d'information la plus regardée de la télévision française, pour « proposer » sa candidature à l'élection présidentielle de 2017. Ce sera la deuxième fois qu'il est candidat à la présidence de la République, après avoir obtenu le 11% des voix en 2012 – un résultat dont la gauche alternative française, qui depuis n'a pas dépassé les 6% lors des différentes élections, se souvient avec fierté. En 2012, Mélenchon était le candidat du

Front de gauche. Cette fois, il a choisi de faire cavalier seul. Plutôt que de se noyer dans d'inextricables négociations avec ses alliés en vue d'une candidature commune, il a donc « proposé » sa candidature au peuple français, invitant les organisations politiques et citoyennes et citoyens individuels à se joindre à lui. Faisant ainsi, il est allé jusqu'au bout de la stratégie populiste qu'il tente de mettre en place depuis plusieurs années. La décision de Mélenchon a été précédée par le spectaculaire échec de

la gauche de la gauche aux élections régionales de décembre dernier, où les composants du Front de gauche et les écologistes n'ont pas réussi à trouver un accord pour présenter des candidatures unitaires, leur empêchant de tenir un discours commun dans toute la France et disputer l'hégémonie de la gauche à un PS qui est au plus bas – un échec que Mélenchon a critiqué durement. Voilà des années que le PG reproche à ses alliés communistes de ne pas avoir accepté de convertir le Front de gauche (qui est une coalition de partis) en l'organisation unitaire de la gauche alternative, incluant aussi les écologistes fatigués des trahisons constantes du gouvernement socialiste de François Hollande. Le refus du PCF a permis, jusqu'à présent, à Mélenchon et les siens de justifier leur incapacité de capitaliser le malaise provoqué par la crise économique et les politiques d'austérité – qui a été au contraire exploité par le Front national de Marine Le Pen.

Le choix de Mélenchon de ne pas attendre le PCF est une bonne nouvelle : il était inconcevable de construire un pro-

jet politique de changement, ayant vocation à gagner, subordonné à un parti qui est toujours allié au PS de Hollande et Valls dans un nombre important de villes, et qui paraît plus préoccupé de garder ses postes municipaux et régionaux que de présenter une alternative progressiste à l'austérité et l'autoritarisme du gouvernement. Bien sûr, les communistes ont réagi avec colère à l'annonce de Mélenchon, l'accusant de promouvoir la personnalisation de la vie politique et réclamant de nouvelles façons de faire de la politique – mais sans proposer aucune alternative précise.

Dans son intervention télévisée pour présenter sa candidature, Mélenchon a fait référence à Bernie Sanders, annonçant fièrement avoir repris le design de son site web. Cependant, dans la stratégie de Mélenchon, on remarque aussi l'influence des leaders populistes latino-américains et du parti espagnol anti-austérité Podemos. Ce n'est pas par hasard qu'en plus d'avoir écrit un livre intitulé *L'ère du peuple*, Mélenchon avait déjà, en 2012, emprunté la notion de « Révolution citoyenne » à Rafael Correa,

président équatorien, et le mot d'ordre « Qu'ils s'en aillent tous » avec lequel le peuple argentin a expulsé ses dirigeants néolibéraux en 2001. Il n'est toutefois pas clair jusqu'à quel point il est possible d'adapter au contexte français les éléments à succès de la stratégie populiste¹ des référents étrangers de Mélenchon, ni s'il sera capable de la mener à bien.

Dans les pages qui suivent, j'essaierai d'analyser dans quelle mesure la candidature de Mélenchon répond à une stratégie populiste avec le potentiel de sortir la gauche alternative française de la situation quasi terminale dans laquelle elle se trouve, me basant sur le travail théorique d'Ernesto Laclau et sur l'expérience de Podemos en Espagne. Je n'aurai pas suffisamment d'espace pour traiter le sujet de la manière dont la stratégie populiste pourrait impliquer

un risque de limitation de la démocratie interne et de renforcement du caractère oligarchique des parties ou mouvements politiques, même s'il s'agit d'une préoccupation légitime et importante. Je ne vais non plus parler du débat sur l'organisation d'une primaire pour choisir un candidat commun au PS et le reste de la gauche, non seulement par manque d'espace mais aussi parce que le rejet de plusieurs des possibles candidats (dont Mélenchon et Hollande) a refroidit le débat.

UN PROJET POPULISTE DE GAUCHE EN FRANCE ?

Une des principales prémisses de la pensée d'Ernesto Laclau, théoricien du populisme et référent fondamental des stratégies de Podemos, est une conception radicalement discursive de la politique. Pour Laclau, presque tout en politique relève du discours (Laclau 2005, p. 92). Même si cette idée peut être remise en cause, il est difficile de nier l'importance d'une utilisation réfléchie et intelligente du discours pour obtenir des succès électoraux dans les

1. Pour une explication de la conception du populisme d'Ernesto Laclau (que je vais suivre dans cet article), voir Monod, Jean-Claude, La force du populisme : une analyse philosophique, Esprit 2009/1 : pp. 42-52.

démocraties contemporaines. Au moins jusqu'à récemment, cette idée n'était pas claire pour tout le monde au PG : il y a quelque mois, lors d'une conférence, j'ai demandé à Éric Coquerel (coordinateur politique du PG et bras droit de Mélenchon) quelles étaient d'après lui les raisons du succès du FN et quelle était la stratégie de campagne du PG pour les régionales de décembre. Dans sa réponse, Coquerel n'a pas dit un mot sur le discours : pour lui, la clé du succès du FN était d'avoir réussi à rassembler l'extrême droite dans une seule organisation. Cette réponse était éloquente à double titre. D'une part, elle ne prenait pas en compte l'importance d'un management effectif du discours et de la communication, ce qui est clair dans le cas de Marine Le Pen. D'autre part, elle reflétait la stratégie qui semblait encore prévaloir au PG, soit l'idée qu'une union des mouvements de gauche permettrait une victoire électorale.

Un projet populiste consiste, en résumé, à articuler des demandes sociales insatisfaites et majoritaires sous un même ensemble symbolique, établissant une division discursive de la société en

deux camps : le peuple qui porte ces demandes et une élite qui refuse de les satisfaire (Laclau 2005, p. 197). Dans le cas espagnol, Podemos a articulé des demandes sociales majoritaires qui s'étaient exprimées lors du cycle de mobilisations sociales commencé en 2011, connu en France comme le Mouvement des indignés. Ces demandes peuvent être résumées en trois axes : approfondissement de la démocratie, lutte contre la corruption et défense des droits sociaux (rejet des politiques d'austérité). L'un des slogans de ces mouvements (surtout de la Plateforme de Victimes des Hypothèques), «Sí se puede» (Oui, on peut), a été transformé en Podemos («Nous pouvons»), nom du nouveau parti qui à la vocation de canaliser ces demandes insatisfaites.

En conséquence, le premier pas pour réaliser une opération populiste en France serait d'identifier des demandes sociales majoritaires qui puissent être articulées entre elles, et de signaler un adversaire commun qui permette la construction d'une relation de solidarité entre ces revendications. Deux axes me viennent à l'esprit : la question sociale

(revendications anti-austérité, partagées avec d'autres pays européens) et le malaise relatif à la crise identitaire que la France est supposée traverser (les débats interminables, souvent vides et toujours intéressées sur la laïcité, la migration, etc.). Le projet populiste du FN a obtenu son succès à partir de ces deux axes, articulés autour des postures propres à l'extrême droite.

L'articulation des luttes contre l'austérité est relativement facile et c'est le terrain sur lequel Mélenchon paraît le plus à l'aise : il s'agit de se présenter comme porte-parole des travailleuses et travailleurs en grève, des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi décent, de la classe moyenne victime d'un processus de déclassement, des secteurs particulièrement défavorisés qui souffrent de la réduction des aides sociales, du personnel et des usagers des services publics dégradés par les coupures budgétaires, etc. Le slogan «La France insoumise» peut être interprété comme l'articulation de cette diversité de demandes et luttes, les liant à l'idée de nation française. Mélenchon a précisé le slogan dans ses interventions publiques avec des

allusions constantes aux syndicalistes et aux lanceurs d'alerte – allusions qui devraient être élargies à d'autres acteurs représentatifs d'autres secteurs sociaux au-delà du monde du travail, comme les personnes se trouvant au chômage ou dans une situation tellement précaire qu'ils ne s'identifient plus avec les luttes syndicales, ou encore les petits entrepreneurs.

En relation au malaise identitaire qui s'est installé dans la société française (en forme d'un racisme rampant, en particulier envers les musulmans), Mélenchon a fait le pari de l'optimisme lors de son discours de présentation de candidature : alors que Marine Le Pen insiste sur le fait que la nation française est menacée, il rappelle la grandeur d'un pays qui est toujours l'un des plus riches et puissants du monde. Rehausser l'estime de soi des gens doit en effet être une priorité pour convaincre ces 50% d'abstentionnistes que la solution à la crise traversée par la France réside dans la justice sociale et l'approfondissement de la démocratie, non dans les politiques racistes et autoritaires défendues aujourd'hui par des politiques de

presque toutes les couleurs, du Parti socialiste au Front national. Dans un entretien récent, Mélenchon a avancé que sa candidature représentait la seule option antisystème, estimant que « Le PS et LR sont d'accord, avec madame Le Pen, pour «apaiser» la juste colère contre la caste et faire durer le système ».

Le parti des Le Pen, avec la coopération de la droite dite républicaine et du PS, a beaucoup progressé dans la construction d'une idée de nation de plus en plus ethnocisée. La stratégie de la gauche de la gauche ne peut pas être de se retrancher dans un modèle républicain dont la laïcité et le caractère égalitaire n'ont rien que de formels et sont devenus les prétextes d'une marginalisation des Françaises et Français appartenant à des minorités ethniques (ou racisées). Il est évident qu'il est plus intéressant pour Mélenchon (et pour le reste de la France) de se centrer sur les questions sociales et économiques plutôt que nourrir les débats identitaires malsains qui plaisent tant à Manuel Valls. Néanmoins, ces thèmes ne pouvant qu'apparaître dans le débat, peut-être serait-ce une bonne idée de passer à l'offensive

et de tenter d'infléchir la signification des termes comme «laïcité», «nation» et «République».

Face à la vision d'une République culturellement homogène, Mélenchon pourrait opposer une République fièrement multiculturelle. Une bonne façon de répondre aux propos racistes et xénophobes de Le Pen et d'autres politiques (quand cela sera nécessaire) est de rappeler comment les migrantes et migrants ont contribué à construire l'État-providence français ou le rôle que les soldats des colonies ont joué dans la Libération. Le discours de Mélenchon s'enrichirait s'il incluait des allusions à des exemples précis de comment des gens de différentes origines culturelles s'unissent pour défendre les retraites publiques ou les droits des salariées et salariés, ainsi que des simples références aux endroits où les Français et les immigrés aux origines diverses se mélangent, que ce soit les marchés, les écoles ou les entreprises.

L'inclusion du terme « communautarismes haineux » dans le site de la candidature ne va pas dans la bonne direction. Même si Mélenchon probablement

inclue dans ce terme le racisme du FN et l'islamisme radical (entre autres), le mot «communitarisme» évoque chez la plupart des gens cette dystopie menaçante inventée par la droite dans laquelle on verrait la République se fragmenter en une infinité de communautés culturelles enfermées sur elles-mêmes. Ce terme est utilisé dans le débat politique français pour nier la légitimité des revendications des minorités opprimées comme les communautés magrébine, arabe ou musulmane. L'épouvantail de la menace communitariste permet au système politique de dévier l'attention du racisme structurel dont les minorités ethniques souffrent en France. Même si les statistiques ethniques sont interdites en France, l'Institut national d'études démographiques (INED) a publié récemment une enquête qui montre que les descendants de migrants du Maghreb, de Turquie ou d'Afrique subsaharienne sont plus souvent au chômage, souffrent plus de discriminations en milieu professionnel et ont plus de probabilités de n'obtenir aucun diplôme du secondaire que le reste de la population.

La prise de position de Jean-Luc Mé-

lenchon sur les manifestations islamophobes à Ajaccio (Corse), liant nationalisme corse et racisme, n'invite pas à l'optimisme quant à la possibilité qu'il adopte une vision de la République ouverte aux différences culturelles. Au lieu de reprocher au nouveau président de la Région qu'il fasse un discours en langue corse, Mélenchon ferait mieux d'admettre que la Corse et d'autres régions ont une identité culturelle différenciée et que cela constitue une richesse pour la France, non une menace. La démythification de l'idée d'une France homogène n'implique pas seulement le respect des différences culturelles liées aux migrations, mais aussi un regard positif sur la diversité régionale de la France, fréquemment oubliée par les hommes et femmes politiques et les faiseurs d'opinion parisiens – quand cette diversité n'est pas rejetée séchement, comme cela paraît être le cas de Mélenchon. Voilà une belle possibilité de construire un discours différent des sermons républicains auxquels nous sommes habitués.

UNE DIVISION SOCIALE INCLUSIVE : UN PARADOXE POSSIBLE

En plus d'établir une relation de solidarité entre plusieurs demandes insatisfaites, une construction populiste a besoin d'établir (sur le terrain du discours) une division sociale qui permette d'identifier d'une part le peuple et de l'autre une élite qui s'oppose à ses revendications (Laclau 2005, p. 113). En Espagne, Podemos a pointé du doigt une «caste» de riches et de politiques accusés d'être à leur service. Si Mélenchon utilise bien le terme "caste", on ne voit pas précisément quel ennemi il entend désigner par là. Ainsi, lors du JT de TF1, à la question de savoir qui était son ennemi, il a répondu qu'il s'agissait du désespoir. Cela semble insuffisant pour rassembler toutes les revendications dont il entend être le porte-parole.

Le Front national a réussi à diviser l'espace social en deux camps : le peuple français (identifié comme blanc et chrétien ou agnostique) et un groupe antagoniste composé par les minorités culturelles et les migrants, les partis traditionnels qui sont accusés de les défendre

malgré le danger qu'ils représenteraient pour la France, et les élites financières. La candidature de Mélenchon a la difficile tâche d'implanter dans l'opinion publique une division alternative qui pourrait avoir les éléments suivants. D'un côté, il y aurait le peuple français, soit tous les gens qui vivent et travaillent en France, un peuple fier de sa diversité culturelle. D'autre part, une élite dont le peuple est victime, composée par la bureaucratie qui impose les politiques d'austérité, les partis qui les appliquent (PS et LR) et les élites économiques et financières qui en tirent du bénéfice.

Le FN ne doit pas être l'ennemi principal, témoin l'échec de la stratégie «Front contre front» que Mélenchon avait mis en place en 2012. Pour autant, quand il s'agira de l'attaquer, il serait judicieux d'éviter les condamnations morales des propositions du FN, qui ont l'effet regrettable de renforcer son image de parti antisystème, le rendant plus attractif pour l'électorat. Il serait par exemple plus pertinent de souligner les contradictions entre le discours social du FN et les soupçons d'évasion fiscale qui touchent certains de ses dirigeants.

FINANCEMENT, PROGRAMME ET PARTICIPATION CITOYENNE

Bien que le discours soit fondamental dans la construction populiste, les mots ne sont pas tout. Une des caractéristiques communes les plus importantes chez Podemos et dans la candidature de Bernie Sanders est d'avoir renoncé à recevoir de l'argent de la part des banques et des grandes entreprises, en ne se finançant qu'avec des petites donations ou des microcrédits de citoyens ordinaires. Les gens savent qu'une organisation ou mouvement politique qui ne doit rien à aucune banque est plus libre de déterminer ses politiques qu'un parti endetté. Il n'est pas possible de comprendre le succès de Sanders sans prendre en compte la manière dont il a répété jusqu'à satiété, dans ses discours, que sa candidature est la seule qui ne soit pas financée par Wall Street. Mélenchon pense demander un prêt bancaire pour sa candidature, ce qui serait une mauvaise nouvelle. Faire une campagne avec cinq fois moins d'argent que le reste des partis est difficile, mais reste possible en comptant

sur le soutien de milliers de personnes passionnées. Le Parti socialiste espagnol a dépensé 9 millions d'euros dans la campagne des dernières élections, Podemos en a dépensé deux avec une différence minime de voix obtenues. Un autre élément important d'un projet de changement politique est le programme. Podemos comme Sanders et Corbyn ont souffert de dures et permanentes attaques contre leurs programmes, analysés par les journalistes avec une attention que les programmes des partis traditionnels n'ont jamais reçue. La seule façon de se défendre des accusations d'avoir un programme imprécis ou irréalisable est de compter sur le meilleur programme possible, incluant un mémoire économique et juridique. La participation citoyenne dans l'élaboration du programme peut servir au moins trois objectifs : compter sur l'apport des personnes avec des profils professionnels divers, contribuer à la légitimité politique de la candidature et mobiliser des citoyens. Le site de la candidature de Mélenchon propose un large éventail de possibilités pour s'engager dans la mobilisation, il serait souhaitable que

l'élaboration du programme soit elle aussi ouverte à une réelle participation citoyenne.

Mais il ne suffit pas d'avoir un programme juste politiquement, raisonnable du point de vue technique et élaboré avec la participation de milliers de citoyens : il faut aussi le présenter de façon à ce que le public le comprenne et comprenne qu'il est réalisable. Pour cela, il est nécessaire d'établir clairement quels points du programme vont être soulignés dans les matériels de campagne (le site web, d'abord). Ces points ne sont pas forcément les plus importants objectivement, mais les plus pertinents pour la stratégie de communication de la candidature. Cette idée ne semble pas très présente dans l'actuelle version du site jlm2017.fr qui met en exergue des rubriques aussi vagues que «Progrès humain» et «Aux frontières de l'Humanité». Ces éléments émotionnels ont probablement leur place dans les discours de campagne, mais ils ne semblent pas constituer des points programmatiques capables de mobiliser une majorité sociale.

La sortie des traités de l'Union européenne occupe elle aussi une place

d'honneur sur le site. L'eurodéputé Mélenchon sait bien que sans sortir des traités européens ou sans les modifier, il sera très difficile de changer la politique économique française. Cependant, la principale préoccupation des Français ne sont pas les traités mais leurs conséquences : le chômage, la dégradation des services publics, etc. C'est pourquoi ce sont des propositions précises pour résoudre ces problèmes qui devraient apparaître en premier dans la section «programme» du site. De fait, les mairies gouvernées par Podemos et ses alliés en Espagne ont atteint une grande popularité en démontrant qu'il est possible de gouverner différemment, même quand on hérite d'une administration endettée et soumise à une discipline fiscale de fer.

LE BESOIN D'UN DISCOURS PROCHE DE LA RÉALITÉ DES GENS

Il existe une distance entre certains éléments du discours de Mélenchon et la réalité quotidienne des gens ordinaires qui s'est révélée quand le présentateur du Journal de 20 heures lui a demandé

pourquoi il se présentait aux élections. Il aurait été bien d'entendre des exemples des graves problèmes dont le peuple français souffre et des solutions précises, et pas seulement des références à l'intérêt général de l'Humanité et à des questions qui sont très importantes pour une minorité militante de la population, comme le nucléaire. À nouveau, malheureusement Marine Le Pen donne un exemple de communication efficace : « L'on met à disposition 77.300 places d'urgence, comme ça, du jour au lendemain, alors qu'il y a un million et demi de foyers français qui attendent un logement social, parfois depuis des années, qu'il y a selon la Fondation Abbé-Pierre des millions de Français qui sont mal logés, ou d'ailleurs pas logés du tout. Eh bien moi, je suis la responsable politique qui dit que les Français ne doivent pas être les derniers servis ». (Marine Le Pen, citée par Halimi 2016, p. 13)

En deux phrases, Le Pen réussit à transmettre quatre idées : dénoncer le manque de logements, tracer une division entre les Français et les réfugiés étrangers, accuser le gouvernement de favoriser les deuxièmes au détriment des

premiers et se présenter comme la seule politique qui se préoccupe du peuple français. Si le manque de logements à des prix accessibles est le seul élément vrai de son discours, il n'en reste pas moins très efficace.

Certains diront sans doute que la gauche ne peut se permettre des simplifications comme en fait l'extrême droite, mais il faut préciser ce qu'on entend par simplifications. S'il s'agit de transmettre des idées fausses comme le fait Marine Le Pen, la réponse est évidemment négative. Cependant, je ne vois pas l'inconvénient de simplifier des réalités complexes afin de les rendre accessibles à des millions de personnes qui ne sont pas forcément intéressées par les coulisses de la bureaucratie bruxelloise, par exemple.

Laclau explique que le slogan bolchevique « Pain, paix et terre » ne voulait pas dire que ces trois éléments étaient les seules revendications des révolutionnaires ruses, mais que cette devise représentait toutes leurs demandes (Laclau 2005, p. 127). Lénine et les siens savaient qu'il était impossible de garantir le pain à leur peuple s'ils continuaient à

payer les dettes de l'État tsariste, mais je pense que personne n'a proposé la devise «Non-paiement de la dette, paix et terre».

Les demandes de répartition des richesses, de planification écologique et de refondation de la République – également soulignés sur le site de Mélenchon – sont plus précises et probablement plus efficaces du point de vue de la communication. Néanmoins, il est toujours nécessaire de mener une réflexion sur la manière de les présenter d'une façon qui soit liée à la réalité quotidienne des citoyens. Par exemple, il serait plus séduisant de mettre en avant les emplois de qualité qu'un plan de transition écologique créerait, plutôt que « l'investissement massif » que ce plan exige. De la même façon, peut-être qu'au lieu de dénoncer le caractère « monarchique » de la Ve République sur lequel Mélenchon insiste autant, il pourrait proposer des réformes qui enrichiraient la démocratie française, comme la possibilité de révocation des élus ou l'allègement des conditions dans lesquelles les initiatives législatives populaires ou les réfé-

rendums sont possibles. En tout cas, à l'heure de décider comment présenter les sujets du programme, il serait utile de tenir compte des principales préoccupations exprimées par les citoyens dans les sondages.

UN LEADERSHIP SEREIN ET PARTAGÉ

Le dernier élément de la stratégie populaire dont je vais parler est le leadership : un leader avec lequel de larges secteurs de la population puissent se sentir identifiés. Souvent, les leaders populistes construisent un récit dans lequel ils se présentent comme des citoyens communs qui, grâce à leurs efforts, ont réussi à faire quelque chose d'aussi extraordinaire qu'arriver au pouvoir pour améliorer les conditions de vie de son peuple (De la Torre 2000, p. 140). Le principal problème du leadership de Mélenchon est qu'il n'est pas nouveau sur scène : il a déjà été candidat à la présidence de la République en 2012 et c'est un politique professionnel depuis des dizaines d'années – comme Bernie Sanders et le britannique Jeremy Cor-

byn. À leur image, Mélenchon peut se présenter comme un exemple de cohérence, utilisant des éléments comme sa sortie du Parti socialiste en 2008, bien qu'il lui manque l'image d'activiste social de Corbyn.

Finalement, la position sociale aisée du candidat français fait qu'il ne pourra jamais gagner un débat en se présentant comme le seul candidat qui a connu le chômage et la précarité et qui connaît de près les conditions de vie de son peuple – comme Pablo Iglesias l'a fait plus d'une fois. Les sincères allusions de Mélenchon à son sentiment de révolte, quand il voit des gens dans des conditions de vie misérables, n'ont pas le même effet qu'une émission télévisée durant laquelle Iglesias montre aux téléspectateurs son petit appartement dans un quartier ouvrier de Madrid, similaire à ceux où des millions d'Espagnols habitent.

Un autre élément problématique du leadership de Mélenchon est son agressivité. Le fondateur du Parti de gauche est devenu célèbre par ses fréquentes dénonciations de la complaisance des

journalistes avec les politiques d'austérité et avec le Front national. Il a tout à fait raison quand il dénonce le fait que les médias donnent plus de place au parti de Marine Le Pen qu'à la gauche alternative, devenant des complices du progrès du parti xénophobe. Ce qui est questionable dans sa stratégie, c'est qu'il attaque personnellement les journalistes, ce qui produit du rejet dans une partie des citoyens et rend plus facile la stratégie de diabolisation menée par certains médias. Il y a peu, il s'est adressé à nouveau d'une façon agressive aux journalistes qui l'interviewaient et il a publié la vidéo sur son compte Facebook. La colère du candidat contre les médias est compréhensible, mais il serait plus intelligent d'assumer que les entreprises médiatiques sont structurellement hostiles aux options politiques qui peuvent menacer leurs priviléges. Malheureusement, il n'y a pas d'autre alternative que d'aller à la télé et utiliser le peu de temps accordé pour se diriger aux spectateurs et non pour attaquer les journalistes. Mélenchon – comme Pablo Iglesias il y a quelques mois – commet la fréquente

erreur de confondre un leadership charismatique et contestataire avec un leadership agressif. Ada Colau et Manuela Carmena, les maires de Barcelone et Madrid, ont démontré que cette association de charisme et d'agressivité, typique des leaders masculins, n'est pas nécessaire. Les deux se trouvent parmi les personnalités les plus populaires de la scène politique espagnole et toutes deux se caractérisent par une politesse qui ne les empêche pas de faire passer des messages aussi rudes que nécessaires.

Finalement, le projet de Mélenchon serait renforcé s'il s'entourait d'autres porte-parole, si possible des personnes représentant des secteurs de la société française et ne comportant pas que des hommes blancs issus de la classe moyenne aisée, des personnes non identifiées aux partis politiques. Le fait de compter sur un seul porte-parole entraîne ce problème qu'il concentre toutes les attaques et que son image publique finit par se dégrader. C'est exactement ce qui est arrivé à Podemos tout au long de l'année 2015 : quand il a été clair que le parti violet constituait une

menace réelle pour le bipartisme espagnol, les attaques contre Pablo Iglesias et ses collaborateurs les plus proches se sont succédées, plombant sa popularité pendant des mois. L'incorporation au projet de changement poussé par Podemos de leaders comme Carmena, Colau ou la régionaliste valencienne Mónica Oltra (non militants de Podemos) a beaucoup amélioré l'image de Podemos – une stratégie décisive dans les excellents résultats électoraux de décembre 2015.

CONCLUSION : LA CONTINUITÉ OU LE CHANGEMENT ?

Lors de la campagne des élections municipales et régionales de mai 2015 en Espagne, durant laquelle Podemos a réalisé d'importants progrès, les porte-parole du nouveau parti ont insisté sur le fait que, même s'il y avait plusieurs options électORALES, il n'y avait en réalité que deux grandes options politiques : la continuité ou le changement (« Lo de siempre o el cambio »). La candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017 se situe quelque part entre les deux.

Mélenchon est un personnage bien connu de la gauche française et, dans sa candidature, on peut reconnaître quelques éléments qui ont empêché le Front de gauche de présenter une alternative politique à la fois innovante et attirante. Il s'agit d'éléments de fond – comme la persistance d'une vision de la République hostile à la diversité culturelle (une exception dans la gauche européenne) – et d'éléments de forme et de stratégie – comme le besoin de mener une réflexion plus poussée sur la construction d'un discours proche des vies des gens, orienté vers l'efficacité communicative plutôt que vers la perfection théorique.

Cependant, la candidature de Mélenchon représente aussi un pari assumé pour une stratégie populiste de gauche, ce qui constitue en soi un progrès important, qui va dans le sens d'un dépassagement du sectarisme de certains secteurs de la gauche française, trop habitués à s'adresser à eux-mêmes plutôt qu'à l'ensemble de la société. La candidature vient d'être lancée, et Mélenchon et son équipe ont encore le temps d'affiner leur stratégie et de construire le

mouvement populaire qui pourrait enfin amener un peu d'espoir à la scène politique française.

● PABLO CASTAÑO TIERNO

BIBLIOGRAPHIE

Carlos De la Torre, *Populist seduction in Latin America. The Ecuadorian Experience*, Ohio University Center for International Studies, Ohio (États-Unis, 2000).

Ernesto Laclau, *La razón populista*, Fondo de Cultura Económica de España, Madrid, 2005.

Jean-Claude Monod, *La force du populisme : une analyse philosophique*, Esprit 2009/1.



LA FRANCE INSOUMISE ET LE POPULISME

La stratégie de Mélenchon se discute

En quelques semaines, la France Insoumise a accumulé des positions qui dessinent une nouvelle stratégie.

Comment la comprendre ? Analyses et discussion de ce nouveau moment Mélenchon.

La France Insoumise est-elle en train de changer de stratégie ? Quelle est cette nouvelle étape du mouvement de Jean-Luc Mélenchon ? Quelle est sa cohérence ? En quelques semaines, on a assisté aux réactions mémorables face aux perquisitions disproportionnées, aux attaques de Jean-Luc Mélenchon contre le « parti médiatique », à la distance à l'égard du Manifeste pour l'accueil des migrants, au soutien chaque jour plus affirmé des blocages du 17 novembre contre les taxes sur l'essence... Autant de prises de position, dans le noyau dirigeant de la France insoumise, qui semblent dessiner une nouvelle cohérence que l'on peut interroger.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE ?

En politique, plus que dans tout autre domaine, le fond et la forme sont inséparables. Du côté de la France Insoumise, la séquence politique de ces derniers mois peut être lue comme indiquant une inflexion stratégique vers un populisme de gauche plus affirmé. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon est trop influent et le moment politique trop préoccupant, pour que cette hypothèse ne soit pas discutée.

Depuis des années, Jean-Luc Mélenchon a la conviction que la période historique est inédite et qu'elle appelle de l'invention politique. La démocratie, qui était sortie revivifiée du combat contre les

fascismes, est désormais dans une crise d'une profondeur inouïe. Le peuple, ce souverain théorique de nos institutions, est marginalisé, démobilisé, désorienté. Il n'est plus, comme autrefois, partagé entre l'enthousiasme et la colère, mais entre la sidération et le ressentiment, oscillant entre la mise en retrait (l'abstention civique) et la tentation du sortez-les tous ! Nous sommes au bout d'un long cycle démocratique, dont la crise globale interdit toute continuation à l'identique des modèles jusqu'alors usités.

Face à cette évolution, les gouvernants tiennent le même discours, depuis plus de trois décennies : il faut faire barrage face aux extrêmes et sauver la démocratie, en rassemblant les modérés des deux rives, à droite comme à gauche, autour des seules options raisonnables, l'économie de marché et la démocratie des compétences. Or, même rassemblées, les élites au pouvoir sont balayées dans les urnes, par les Orbán, Salvini et autres Bolsonaro. Inutile donc de compter sur ces modérés pour éviter le naufrage démocratique.

L'hypothèse de Mélenchon est qu'il n'est plus temps de canaliser les colères pour les guider vers les repères classiques de la gauche et du mouvement ouvrier. L'ouragan de la crise a balayé tout sur son passage, ne laissant dans son sillage que le constat violent du fossé qui sépare irrémédiablement le peuple et les élites. Les rationalités politiques classiques n'agissant plus, il n'y a pas d'autre choix que de se couler dans le flux des émotions populaires, en épou-

sant le mouvement des colères.

D'abord rendre visible que l'on est du parti du peuple ; alors la possibilité sera ouverte de disputer sa primauté à l'extrême droite, en montrant qu'elle n'est pas en état de satisfaire aux attentes, d'apaiser les douleurs et de surmonter les frustrations populaires. De cette intuition découlent une suggestion et un pari. La suggestion est que, d'une manière dévoyée, l'extrême droite est du côté du peuple, contre les élites de l'Union européenne. Le pari est que, en acceptant ce constat, on peut toucher les cœurs et les cerveaux de ceux qui se tournent vers cette extrême droite et leur montrer qu'ils font fausse route.

Les catégories populaires ne sont devenues peuple que lorsqu'elles ont combiné ce qu'elles refusaient et ce à quoi elles aspiraient, lorsqu'elles ont marié leurs colères et leur espérance.

Nous-le peuple et eux-les élites : telle serait la figure renouvelée du vieil antagonisme de classes qui opposa jadis le noble et les paysans, puis les ouvriers et le patron. Le but, désormais, ne serait plus de rassembler les dominés, mais d'instituer un peuple dans les cadres de la nation. Qu'est-ce que le peuple, selon Mélenchon ? Tout ce qui n'est pas l'élite. S'il prend conscience de lui-même, c'est donc par la détestation de tout ce que l'on désigne comme des élites, renvoyées du côté du eux : la caste, la supranationalité, Bruxelles, Berlin, la mondialisation, le parti médiatique, les bons sentiments voire la «gôche», ce

terme qui vient tout droit de l'extrême droite des années trente.

Les soubassements théoriques du «populisme de gauche» revendiqué sont connus : la paternité intellectuelle en revient à Ernesto Laclau, et l'usage contemporain à Chantal Mouffe. On soulignera ici sa faible consistance historique et, plus encore, son extrême danger politique.

LES PIÈGES DU «POPULISME DE GAUCHE»

La dialectique du eux et du nous est certes un moment indispensable pour que des individus aient conscience de ce qu'ils forment un tout. Du temps de la féodalité, ceux du village s'opposaient instinctivement à ceux du château. Puis le nous des ouvriers se constitua en groupe distinct, contre la galaxie des maîtres d'usines. Mais la prise de conscience élémentaire de faire groupe n'a jamais suffi à faire classe et, plus encore, à faire peuple.

Pour que les ouvriers dispersés se définissent en classe, il a fallu qu'ils deviennent un mouvement de lutte agissante, contestant leur place subalterne et aspirant à la reconnaissance et à la dignité. Et pour passer de la classe qui lutte au peuple qui aspire à diriger, il a fallu que grandisse la conscience que la domination de quelques-uns n'avait rien de fatal et que seul le pouvoir réel du plus grand nombre était légitime pour réguler le grand tout social. Les catégories populaires ne sont devenues peuple

que lorsqu'elles ont combiné ce qu'elles refusaient et ce à quoi elles aspiraient, lorsqu'elles ont marié leurs colères et leur espérance.

C'est par ce mariage que la France monarchique a basculé en quelques semaines de la jacquerie paysanne et de l'émotion urbaine à la révolution populaire. De la même manière, c'est en reliant la lutte ouvrière et la Sociale que les ouvriers se sont institués en acteurs politiques, devenant peu à peu la figure centrale d'un peuple en mouvement. À la différence de ce qu'affirme Jean-Claude Michéa, c'est en réalisant la jonction du mouvement ouvrier et de la gauche politique que s'est opérée l'alchimie qui a bouleversé la vie politique française et l'histoire ouvrière, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles.

Aujourd'hui, il n'y a plus de groupe central en expansion, mais les catégories populaires, qui forment la masse des exploités et des dominés, sont toujours largement majoritaires. Elles sont toutefois éclatées, dispersées par les reculs de l'État-providence, la précarisation, l'instabilité financière, l'effet délétère des reculs, des compromissions, des abandons. Pire, l'espérance a été désagrégée par les échecs du XXe siècle. L'espoir déçu, les responsabilités du mal-être se faisant évanescantes, tout se passe comme si ne restait que le ressentiment, nourri par la désignation habituelle des boucs émissaires, substituts aux causes mal perçues des malheurs d'une époque.

Imaginer que la détestation du eux est à même d'instituer le peuple en acteur politique majeur est une faute. À ce jeu, on nourrit l'idée qu'il suffirait de changer les hommes, à la limite de procéder au grand remplacement, pour retrouver des dynamiques plus vertueuses. Or l'essentiel n'est pas de se dresser contre l'élite ou la caste, mais de combattre des logiques sociales aliénantes qui érigent un mur infranchissable entre exploitateurs et exploités, dominants et dominés, peuple et élites. Le peuple ne devient pas souverain par le ressentiment qui l'anime, mais par le projet émancipateur qu'il propose à la société tout entière. L'objectif stratégique n'est donc pas de soulever ceux d'en bas contre ceux d'en haut, mais de rassembler les dominés pour qu'ils s'émancipent enfin, par eux-mêmes, de toutes les tutelles qui alienent leur liberté. Il n'y a pas de voie de contournement ou de raccourci tactique pour parvenir à cet objectif.

Le « populisme de gauche » se veut une méthode de mobilisation et non une théorie ou un projet global. Or l'histoire suggère qu'il n'est pas possible de séparer le projet et la méthode, le but et le moyen. Les grands partis ouvriers des deux siècles passés ne se voulurent pas seulement populaires ou ouvriers ; ils ne cherchèrent pas seulement à représenter un groupe. Pour fonder le désir d'imposer la dignité ouvrière, ils mirent en avant le projet de société capable de produire durablement cette dignité. Ils ne furent donc pas populistes, comme

dans la Russie du XIXe siècle, mais anarchistes, socialistes ou communistes. Dans l'ensemble, la plupart ne succombèrent pas à la tentation de rejeter, dans la même détestation, tout ce qui était en dehors du nous ouvrier.

Ce n'est pas un hasard, si la grande figure historique fut en France celle de Jaurès. Dans le même mouvement, il refusait de laisser au radicalisme mollissant le monopole de l'idée républicaine et il ne se résignait pas au fossé séparant le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire. Quoi qu'en disent les Michéa et ceux qui les encensent, c'est cet état d'esprit de rigueur et d'ouverture qui doit primer encore, avec les mots et les sensibilités de notre temps.

UNE STRATÉGIE EFFICACE À TERME ?

Est-il réaliste de disputer à l'extrême droite sa primauté, en s'installant dans l'environnement mental qui fait aujourd'hui sa force ? Voilà quelques décennies, la social-démocratie européenne se convainquit de ce que, le capitalisme l'ayant emporté sur le soviétisme, il fallait s'emparer des fondamentaux du libéralisme dominant pour l'infléchir dans un sens plus social. Le socialisme se fit alors social-libéralisme et, par ce choix, il précipita l'idée socialiste dans la débâcle. Le pari du « populisme de gauche » revient à faire de même avec le populisme de l'autre rive. Mais c'est au risque des mêmes mésaventures.

Prenez le cas de la question migratoire. Que cela plaise ou non, l'obsession migratoire sera au cœur des débats politiques à venir, parce qu'elle s'est hélas incrustée dans le champ des représentations sociales. Pour en minorer les effets délétères, il ne suffira pas de se réclamer de la primauté du social. L'extrême droite, comme elle le montre en Italie, ne dédaignera pas en effet de se placer sur ce terrain. Elle se contentera d'ajouter ce qui semble une vérité d'évidence et qui fait sa force : la part du gâteau disponible pour les natifs sera d'autant plus grande que les convives seront moins nombreux autour de la table. Tarissons les flux migratoires et nous aurons davantage à nous partager...

Prenez l'autre cas, celui de la dénonciation du « parti médiatique ». On ne rejette pas ici l'idée que l'information est dans une grande crise de redéfinition de ses fonctions, de ses moyens et de ses méthodes. On sait par ailleurs que la presse ne bénéficie que d'une liberté relative. Et nul ne peut dénier à quiconque le droit de critiquer, même très vigoureusement, tout propos public jugé erroné ou mal intentionné. Mais comment ignorer que la mise en cause globale de la presse, la dénonciation indistincte de la dictature des bien-pensants, l'affirmation du complot organisé ont toujours été des traits marquants d'une extrême droite dressée contre le politiquement correct ?

Comment passer sous silence que, chez nous en tout cas, ce n'est pas de la

tutelle politique qu'elle souffre d'abord, mais de la dictature de l'argent, de l'audimat et de la facilité ? Dès lors il est surprenant que, confondant la critique et le matraquage concerté, les responsables de la France insoumise portent les feux, jusqu'à vouloir punir, contre cette partie des médias qui s'écarte du modèle, par fonction (le service public) ou par choix (la presse critique) ? S'attaquer à la presse en général contredit l'esprit d'ouverture et de rassemblement sans lequel toute rupture reste une abstraction. Et, que cette affirmation plaise ou non, une telle attaque évoquera, auprès de beaucoup, de bien trop tristes souvenirs...

Prenez enfin l'exemple du mouvement du 17 novembre. Comment ne pas comprendre la rage de ceux qui, à juste titre, ont le sentiment que les plus modestes sont encore et toujours les plus frappés dans leur pouvoir d'achat ? Mais comment aussi ne pas voir ce que l'extrême-droite a parfaitement saisi ? Ce n'est pas par hasard qu'elle choisit ce terrain, et pas celui de la lutte salariale ou des combats pour la solidarité. Elle a une vieille propension à vitupérer l'impôt, non pas parce qu'il est injuste et inégalitaire, mais parce qu'il serait à l'avantage des fainéants, des magouilleurs, des étrangers, des mauvais payeurs.

On pourrait profiter du malaise pour s'inquiéter sur l'usage qui est fait de l'impôt, sur l'injustice profonde des impôts indirects, sur l'impossibilité de continuer indéfiniment à brûler des carburants fos-

siles, sur la nécessité de combiner justice sociale et exigences environnementales. Or la pression de l'extrême droite pousse à manifester sur une seule idée : bloquons tout et continuons comme avant. Comment dès lors ignorer que, si certains attisent les colères, c'est pour que la jonction ne se fasse surtout pas entre égalité, respect de l'environnement et refonte de la fiscalité ?

On ne combattra pas l'extrême droite en surfant sur ce qui révèle de l'amertume et du désarroi, au moins autant que la colère. Pour la battre, il faut contester radicalement ses idées, dans tous les domaines, que ce soient les migrations, l'information, l'environnement ou la justice fiscale. Ne pas mépriser ceux qui se sentent floués par les puissants est une chose. Légitimer une œuvre politique de dévoiement, une tentative pour découper en tranches les urgences sociales en est une autre.

Si l'on se veut du peuple, si l'on affiche le désir de la dignité populaire, on se doit d'arracher les catégories populaires aux idéologies du renfermement. La grande force du peuple a toujours été sa solidarité, pour tous les humbles, où qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Et, par bonheur, ce trait de mentalité populaire a irrigué l'esprit public de notre pays, pendant longtemps. Ce n'est qu'en le cultivant que, dans le même mouvement, on ranimera la combativité de l'espérance et que l'on tarira les sources qui alimentent l'extrême-droite.

NE PAS S'ENFERMER DANS LA REALPOLITIK

Entre 1934 et 1936, la gauche du Front populaire n'a pas voulu d'abord convaincre ceux qui se tournait vers le fascisme qu'ils faisaient le mauvais choix. Elle a redonné confiance à ceux qui doutaient, qui ne reconnaissaient plus la gauche officielle dans la compromission du pouvoir. Elle n'a pas détourné les égarés, mais mobilisé ceux qui pouvaient espérer. Elle n'a pas canalisé le ressentiment, mais redonné au monde du travail et de l'intelligence le sens de la lutte collective. De fait, on ne gagne pas en grignotant les forces de l'adversaire, au centre ou à l'extrême droite, mais en mobilisant l'espace politique disponible à gauche et jusqu'alors délaissé.

On ne peut pas aujourd'hui se réclamer de la grande expérience du Front populaire et ne pas comprendre pleinement ce qui fit sa force. Ce Front populaire utilisa certes la mise en cause des 200 familles, du temps où le capital se voyait et s'incarnait – le patron avec haut-de-forme et gros cigare. Pourtant, ce qui dynamisa la gauche ne fut pas d'abord la détestation de la caste dirigeante, mais l'espoir d'un monde de justice. Le Front populaire fut antifasciste dans sa détermination, mais ce qui le rassembla jusqu'à la victoire électorale, ce fut le beau slogan positif du Pain, de la Paix et de la Liberté.

Le rappeler est-il un prêchi-prêcha d'intellectuels sans contact avec la vie ?

Il est de bon ton, dans une partie de la

gauche, de jouer au réalisme. Il faudrait taper du poing sur la table et parler haut et fort : tout le reste ne serait que littérature. Mais ne voit-on pas que c'est de ce réalisme-là que notre monde est en train de crever ? C'est le monde du pouvoir arrogant de l'argent, de l'état de guerre permanent, de l'étalage de la force, de l'égoïsme du «Not In My Backyard». C'est le monde d'un Bachar el-Assad, d'un Poutine pour qui la démocratie est un luxe inutile, d'un Trump qui n'a que faire du gaspillage insensé des ressources naturelles par les possédants américains.

Et que l'on ne m'objecte pas la lettre des programmes. Ils peuvent être techniquement parfaits et, pourtant, leur environnement mental peut être contestable. La politique vaut aussi et peut-être surtout par la façon d'être et la culture que l'on promeut parmi les siens. Malgré la dureté extrême des temps passés, l'esprit du Front populaire ne fut pas celui de la citadelle assiégée. Heureusement, cet esprit ne l'emporta que pour une courte période : au début des années trente (la période communiste dite classe contre classe) et dans les années cinquante (les temps manichéens de la guerre froide). Il ne se retrouva pas non plus, en France, dans la triste formule du «qui n'est pas avec moi est contre moi». Là encore, ce sont d'autres périodes et d'autres lieux qui ont été submergés par cette culture, qui se veut combative et qui n'est qu'amertume. Or cette façon de voir, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord

comme au Sud, a conduit partout au pire de l'autoritarisme, quand ce ne fut pas au despotisme.

De la même manière, il est impensable que l'on s'abandonne à la facilité coutumièrerie qui veut que les ennemis de mes ennemis soient mes amis. Ce n'est pas parce que l'Union européenne a tort (et plutôt deux fois qu'une !) que le gouvernement italien a raison. On ne peut pas créditer le gouvernement italien d'être du côté du peuple : il en est l'antithèse absolue. Ce n'est pas parce qu'un grand nombre de personnes de revenus modestes sont pénalisées par la hausse des prix du carburant qu'il faut manifester avec l'extrême droite et... créer les conditions d'une extension de l'usage des transports individuels. Ce n'est pas parce que le cynisme de Poutine est l'envers de l'humiliation réservée à la Russie par le monde occidental qu'il faut mesurer les critiques, que l'on peut porter aux choix et aux méthodes adoptées par Moscou.

Prenons garde, à tout moment, à ce que, pensant accompagner les colères, on ne fasse qu'attiser le ressentiment. Si Jean-Luc Mélenchon a réussi sa percée, au printemps 2017, ce ne fut pas pour son populisme, qu'il sut mettre en sourdine jusqu'au soir du premier tour. Entre mars et avril, il parvint tout simplement à être le plus crédible, par son talent bien sûr, et par la radicalité et la cohérence de son discours de rupture, qui éloignait enfin le peuple de gauche de trois décennies de renoncement. Il ne

renia pas la gauche, mais il lui redonna en même temps le souffle de ses valeurs et le parfum d'un air du temps. C'est par ce jeu de la trace et de la rupture qu'il s'est imposé.

LE FOND ET LA FORME

Nous ne sommes plus dans la France et le dans monde des siècles précédents. La combativité sociale demeure, mais le mouvement ouvrier d'hier n'est plus. Quant à la gauche, elle ne peut plus être ce qu'elle a été. Il en a toujours été ainsi d'ailleurs. À la fin du XIXe siècle, le radicalisme a revivifié un parti républicain assoupi. Au XXe siècle, le socialisme puis le communisme ont pris la suite. Aujourd'hui, des forces neuves prennent le relais de la grande épopée de l'éman- cipation.

Penser que les organisations dyna- miques d'hier, mais épuisées au- jourd'hui, sont en état d'offrir une per- spective politique est sans nul doute un leurre. Mais la culture de la table rase n'a jamais produit du bon. Pour que le peuple lutte en se rassemblant, il faut du mouvement partagé, quand bien même ce n'est plus le mouvement ouvrier. Pour que la multitude qui se rassemble devienne peuple, il faut de l'organisation

politique et même des systèmes pluriels d'organisations, quand bien même ce n'est plus sur le modèle ancien des par- tis. La gauche, à nouveau, doit se refon- der radicalement. Il n'empêche qu'elle doit toujours être la gauche, c'est-à-dire moins une forme, reproductible à l'infini (l'union de la gauche), que le parti pris rassemblé de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité.

Et cette gauche-là n'a rien en commun avec l'extrême droite, pas même la réfé- rence théorique au peuple. Celui-ci n'est un acteur historique que par les valeurs qui, à tout moment, ont assuré sa dignité. Il ne se constitue que par le mouvement qui l'émancipe, par l'espérance qui le porte, par l'avenir qu'il dessine, dès au- jourd'hui et pour demain. Dans la continuité des fascismes, l'extrême droite critique la démocratie représentative en elle-même, la gauche lui reproche ses limites de classe et son incomplétude : entre les deux, aucune passerelle n'est possible. Hors de ces convictions, je ne vois pas d'issue positive à nos combats. J'avance l'idée que les attitudes et prises de position récentes, du côté de la FI, laissent entrevoir une possible cohérence, dont je redoute la propen- sion volontairement « populiste ». Si

ma crainte est fondée, je ne cache pas mon inquiétude pour l'avenir. Je souhaite que cette impression soit démentie au plus vite par les actes et les mots. Si ce n'était pas le cas, j'estimerais que nous serions devant un tournant stratégique pour la FI, fragilisant les acquis des années précédentes.

La présidentielle de 2017 a montré qu'il était possible d'aller au-delà des forces rassemblées après 2008, dans le cadre du Front de gauche. Répéter à l'infini la formule du Front de gauche n'a donc aucun sens. Pourtant, ce n'est pas en construisant de nouveaux murs séparant les composantes hier réunies que l'on créera les conditions d'une dynamique populaire victorieuse. Si ces murs s'avéraient infranchissables, ce serait pour notre gauche la prémissse d'un désastre. La batterie récente de sondages – un sondage isolé ne vaut rien – converge d'ailleurs pour dire que le temps ne semble pas si favorable à la FI et si défavorable au parti de Marine Le Pen.

Heureusement, la gauche française nous a aussi habitués à des sursauts salvateurs. Mais pour cela, on ne peut faire l'économie du débat le plus large. À gauche, celui qui parle le plus fort n'a pas toujours raison.

○ ROGER MARTELLI

Populisme ou gauche de la présidentielle à aujourd’hui

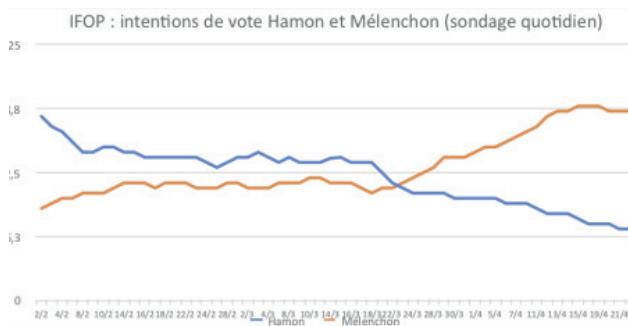
Du côté de ceux qui s’en réclament à gauche, la référence au «populisme» se nourrit d’une interprétation de ce qui provoqua le bon résultat de Mélenchon à l’élection présidentielle de 2017. Si le leader de la France insoumise a frôlé le second tour, ce serait pour avoir voulu «fédérer le peuple» et non pas «rassembler la gauche». Cette interprétation apparaît, pour l’historien Roger Martelli, hasardeuse et dangereuse

LES DONNÉES :

LA PROGRESSION DES SONDAGES

1. Au début février 2017, la victoire de Benoît Hamon à la primaire socialiste inverse les courbes d’intentions de vote de Mélenchon et du PS, reléguant le premier au-dessous de la barre des 10%. Très vite l’écart se réduit. Coincé entre Macron et Mélenchon, peu à peu lâché par la droite de son propre parti, le candidat socialiste ne parvient pas à trouver

son rythme de croisière. Après le 18 mars (date du discours de JLM sur la place de la République), la cote de JLM se met à enregistrer une hausse continue. Dès la fin mars, les courbes se sont croisées et ne cesseront de s’écartier, au bénéfice du leader de la France insoumise. Entre février et mars, le vote utile, pour une gauche bien à gauche, a changé de camp. Le tableau ci-dessous indique les plus fortes et les plus faibles progressions



LA FRANCE INSOUMISE ET LE POPULISME

2. Dans quelles catégories se font les gains (Sondages IFOP, 2017) ?

	Jean-Luc Mélenchon			Benoît Hamon			Emmanuel Macron		
	01-févr	27-mars	21-avr	01-févr	27-mars	21-avr	01-févr	27-mars	21-avr
ENSEMBLE	9	14	18,5	18	10,5	7	20	25,5	24,5
AGE DE L'INTERVIEWE(E)									
TOTAL Moins de 35 ans	13	21	23	16	11	8	21	28	23
TOTAL 35 ans et plus	8	12	17	19	10	7	20	25	25
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)									
TOTAL PCS+	8	12	20	16	12	7	25	31	28
TOTAL Profession intermédiaire	8	15	24	22	17	8	20	32	27
TOTAL PCS-	12	17	21	20	11	8	16	18	18
Employé	8	15	23	22	12	10	19	22	19
Ouvrier	18	20	19	16	9	7	10	13	17
TOTAL INACTIF	8	13	14	16	8	6	21	25	28
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)									
ACTIF EN ACTIVITÉ	10	14	21	19	13	8	20	26	22
Salarié	9	15	22	20	14	8	20	27	24
Salarié du secteur privé	9	15	21	18	12	7	19	26	24
Salarié du secteur public	11	16	23	24	17	9	21	27	25
Salarié d'une entreprise publique	18	25	28	9	16	4	17	19	25
Agent de la fonction publique	9	13	21	27	17	10	22	29	25
CHOMEUR	12	24	22	26	10	11	10	15	20
NIVEAU D'EDUCATION									
Inférieur au baccalauréat	7	15	16	16	8	6	18	19	19
Baccalauréat	13	13	20	18	9	5	14	24	25
1er cycle du supérieur	7	10	18	20	12	7	19	27	28
2e et 3e cycles du supérieur	8	12	17	20	13	10	26	34	29
En cours d'études	12	25	29	16	14	7	30	31	32
PROXIMITÉ POLITIQUE									
TOTAL Gauche	18	26	35	36	22	14	33	43	41
Parti Socialiste	6	8	20	54	46	34	30	38	38
Europe Écologie Les Verts	10	18	28	35	39	22	19	21	22
MoDem	2	8	8	6	6	3	23	53	64
TOTAL Droite	1	2	1	3	1	2	7	11	9
Sans sympathie partisane	13	20	23	22	7	4	25	28	23
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2012 (1er tour)									
Jean-Luc Mélenchon	49	75	72	31	14	7	10	1	8
François Hollande	9	11	25	43	27	16	33	49	47
François Bayrou	1	8	11	13	5	3	30	47	56
Nicolas Sarkozy	2	4	3	4	2	2	14	22	18
Marine Le Pen				3	3	2		6	4
									3

entre février et avril, la moyenne étant à 9,5%. En regard est indiqué l'évolution du vote Hamon.

Sociologiquement, les progressions les plus importantes s'enregistrent chez les

Les écarts entre début février et fin avril		
	Mélenchon	Hamon
Jean-Luc Mélenchon 2012	23	-24
Proche EE-LV	18	-13
En cours d'études	17	-9
TOTAL Gauche	17	-22
TOTAL Profession intermédiaire	16	-14
François Hollande 2012	16	-27
Employé	15	-12
Proche PS	14	-20
ENSEMBLE	9,5	-11
TOTAL INACTIF	6	-10
Proche Modem	6	-3
Marine Le Pen 2012	3	-2
Ouvrier	1	-9
Nicolas Sarkozy 2012	1	-2
65 ans et plus	0	-11
TOTAL Droite	0	-1

jeunes scolarisés (+17%), les professions intermédiaires (+16%) et les employés (+15%). Mais les progressions les plus élevées correspondent avant tout à des gains à gauche, et d'abord

à une mobilisation de l'électorat Mélenchon de 2012, un temps séduit par l'hypothèse Hamon. On notera que c'est dans les mêmes catégories à gauche que les reculs de Hamon sont les plus prononcés, au profit de Macron et de Mélenchon.

On note aussi que les gains dans le monde ouvrier sont faibles (la propension ouvrière à voter Mélenchon est forte dès le début). Surtout, le vote Mélenchon ne mord ni à droite ni à l'extrême droite : le transfert entre les supposés «populismes» relève du mythe. Chaque «camp» surmobilise les siens, à droite comme à gauche ; les transferts d'un «camp» à l'autre restent exceptionnels.

LE VOTE PRÉSIDENTIEL DU PREMIER TOUR : RADIOGRAPHIE

1. La ventilation des choix (pénétration des électorats)

L'âge oppose, aux deux extrêmes, un électoral jeune tenté plutôt par Jean-Luc Mélenchon (26% des moins de 35 ans et 29% des 18-24 ans) et un électoral âgé porté vers la droite traditionnelle d'un François Fillon (39% des plus de

65 ans, 34% des retraités).

La ventilation des groupes sociaux est tout aussi éclatée que celle de l'électorat dans son ensemble. On note toutefois une surreprésentation des catégories socioprofessionnelles supérieures chez Emmanuel Macron (32%) et des catégories inférieures chez Marine Le Pen. Jean-Luc Mélenchon se situe dans une situation intermédiaire, attirant 26 % des professions intermédiaires et 24% des catégories inférieures. Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon se partagent les électeurs en cours de formation, essentiellement étudiants (30% et 31%).

Pour l'essentiel, les électeurs proches d'une organisation politique de gauche se sont partagés entre Emmanuel Macron (40%) et Jean-Luc Mélenchon (38%), Benoît Hamon se contentant d'un modeste 13%. Il est à noter que, malgré la décision des Verts de rallier la candidature de Benoît Hamon, 38% de leurs proches ont préféré in fine le leader de la France insoumise.

Aucun candidat ne récupère la totalité des voix de la présidentielle précédent

dente. La mieux placée sur ce plan est Marine Le Pen, qui a attiré 80% de ses soutiens de 2012, suivie par Jean-Luc Mélenchon (73%). **Les électeurs de François Hollande ont pour moitié choisi Emmanuel Macron, mais un quart a rejoint Jean-Luc Mélenchon,** Benoît Hamon se contentant là encore d'un modeste 16%. Enfin, l'enquête confirme que ceux qui se déclarent «sans sympathie partisane» se partagent entre Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, avec semble-t-il une petite préférence pour le premier (24%).

2. Les profil des électorats (composition)

L'électorat de Jean-Luc Mélenchon est jeune (près d'un tiers de moins de 35 ans), socialement populaire (un tiers de catégories socioprofessionnelles inférieures), mais éduqué (près de 40% de formation au-delà du baccalauréat). **Il est composé pour les trois quarts de proches des formations politiques de gauche et pour 16% de personnes «sans sympathie partisane» (ce qui n'implique pas que**

ces personnes ne se situent pas sur l'axe gauche-droite).

Celui de Marine Le Pen est plus populaire (plus de 40% de catégories inférieures) et moins éduqué (45% de formation inférieure au baccalauréat). Il se situe à près de 70% proche du FN, à un peu plus de 10 % proche de la droite et à 14% sans sympathie partisane.

Celui de Emmanuel Macron est plus âgé que les deux précédents (25%), moins populaire (20% de catégories supérieures), plus éduqué (56% de formation post-baccalauréat). Pour les deux tiers, il est situé politiquement à gauche. Il a voté à 45% pour Hollande en 2012 et pour plus de 30% à droite.

3. La distribution départementale des votes

La présidentielle de 2017 amplifie la nationalisation du vote entamée en 2012. Alors que le vote communiste touchait aux lisières de la marginalisation avant 2012, **le vote Jean-Luc Mélenchon a retrouvé la distribution qui était celle du PCF avant son déclin électoral**. En 2017, les votes se distribuent entre 34% en Seine-Saint-Denis à

13,6% en Haute-Corse ; 35 départements le placent au-dessus de la barre des 20%, aucun n'étant au-dessous des 10%. À la différence de Marine Le Pen, il progresse partout, doublant même son score dans le Bas-Rhin, le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis. Il progresse plus que la moyenne dans 36 départements.

4. Un ancrage à gauche prononcé

Dans l'ensemble, le vote Jean-Luc Mélenchon s'insère dans l'espace électoral, communal et départemental, qui fut celui du communisme français, à quoi s'ajoute une implantation (notamment dans le Sud-Ouest) plus proche de celle de la gauche socialiste traditionnelle.

L'analyse du Cevipof publiée en volume¹ contient une étude de Bruno Cautrès (« Mélenchon, « vainqueur caché » de la présidentielle ? ») qui souligne elle aussi l'enracinement du vote Mélenchon dans ses territoires de force de 2012 et donc la forte corrélation avec le vote communiste ancien. Ses calculs montrent aussi

¹ Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif : Les élections présidentielle et législatives de 2017 (Chroniques électorales)*, Presses de Science Po, 2017.

la corrélation statistique forte du vote JLM avec les votes socialistes passés et avec les autres votes de gauche en 2017. Dans tous les cas, l'ancrage territorial du vote Mélenchon ne s'éloigne pas des zones de force historiques de la gauche française.

VOTE MÉLENCHON : LE POPULISME OU LA GAUCHE ?

1. Le vote des circonscriptions

Jean-Luc Mélenchon, est en tête dans 58 circonscriptions, dont 2 du Front de gauche et 49 ayant à leur tête un député socialiste ou apparenté.

On notera que les 10 circonscriptions

Le vote des circonscriptions législatives (selon l'étiquette politique du député)						
Département, n° de circonscription et étiquette politique	Abstention	Fillon	Hamon	Le Pen	Macron	Mélenchon
Les circonscriptions du Front de gauche						
Bouches-du-Rhône 13e	21,2	11,7	3,8	32,1	14,7	29,9
Cher 2e	23,6	16,5	5,2	24,4	22,0	22,6
Nord 16e	23,4	9,3	4,8	37,1	14,9	26,1
Nord 17e	22,8	14,3	5,1	32,9	17,5	22,2
Nord 20e	26,9	11,3	4,4	37,6	15,8	22,5
Oise 6e	19,9	18,5	4,4	30,6	20,1	17,4
Puy-de-Dôme 5e	19,7	15,3	5,9	22,5	24,0	21,6
Hauts-de-Seine 4e	19,7	19,7	7,7	9,6	30,2	26,5
Seine-Saint-Denis 11e	28,7	10,8	6,4	16,3	22,8	35,9
Seine-Saint-Denis 4e	30,1	9,4	7,6	15,1	20,7	40,4
Total groupe Front de gauche	23,2	13,9	5,4	26,4	20,2	25,8
Total Les Républicains	19,6	23,6	5,2	22,7	23,2	16,4
Total des non-inscrits	19,1	20,6	7,1	17,9	26,2	20,2
Total des radicaux de gauche	20,3	18,5	5,9	22,5	23,4	20,0
Total des socialistes	20,2	17,4	7,2	20,3	24,5	21,9
Total de l'UDI	20,4	20,2	5,3	25,3	21,9	17,8
France métropolitaine	20,0	19,9	6,3	21,5	23,8	19,6

métropolitaines qui ont un député Front de gauche sont celles où le vote en faveur de Mélenchon est le plus fort et le vote Macron le plus faible. Le vote Le Pen y est aussi supérieur à la moyenne nationale.

2. Le vote des communes

Le tableau ci-dessous présente les résultats des 3447 communes de la France métropolitaine qui ont placé Jean-Luc Mélenchon en tête. On y distingue les communes qui ont à leur tête un maire communiste ou «apparenté».

Dans l'ensemble des villes où il est en

Communes qui ont placé Mélenchon en tête						
	Nombre	Abstention	Fillon	Hamon	Macron	Mélenchon
Communes PCF ou apparentées	281	26,1	11,0	7,5	22,3	34,9
Ensemble des communes	3447	24,4	14,1	7,7	22,5	29,7
						19,9
						21,5
Communes PCF ou apparentées	13,4	33,3	44,4	66,7		
Ensemble des communes	16,7	38,3	39,3	61,7		

tête, Mélenchon obtient 29,7% des suffrages exprimés. Dans ce groupe, un quart de ses voix se trouve dans les villes PCF, où son pourcentage atteint les 34,9% de suffrages exprimés.

L'effet de taille accentue le phénomène.

On a vu précédemment que la densité du vote Mélenchon est plus forte dans la France urbaine et les aires métropolitaines. Au total, on compte 614 communes dont le nombre d'inscrits est supérieur à 10.000. Mélenchon est en tête dans 124 d'entre elles et y obtient 31,5%. Sur ces 124 communes, les villes PCF ou apparentées sont au nombre de 38 et donnent à Mélenchon un pourcentage de 36,2%. À quoi s'ajoute une quarantaine de communes, notamment en région parisienne, qui ont été dans la mouvance communiste de 1977 à 2008. Dans l'ensemble, l'espace du «communisme municipal», ancien ou persistant, s'est reconnu dans un vote qui amplifiait pour lui l'expérience antérieure du Front de gauche.

3. Les trois lignes de force du vote Mélenchon

Le score de Jean-Luc Mélenchon en 2017 est le plus élevé obtenu par une gauche bien à gauche depuis les années 1970. Jusqu'à ce jour, cette fraction de la gauche était pénalisée par un recul continu du PCF, qu'aucune dynamique alternative n'avait pu compenser. Le scrutin de 2012 avait été un premier signe de renouveau : le candidat du

Front de gauche avait réussi à agréger des forces jusqu'alors dispersées. Mais le niveau global de la gauche de gauche restait dans les basses eaux des années précédentes. En 2017, un seuil a été franchi : pour la première fois depuis 1969, le vote utile à gauche s'est porté sur une personnalité incarnant un esprit de rupture.

La campagne menée tambour battant du candidat de la France insoumise a redonné à la gauche la plus critique un profil qui la rapproche de ses traits historiques fondamentaux. La représentation des catégories populaires n'est plus l'apanage du FN. Un quart au moins des catégories intermédiaires, des ouvriers et des employés se sont retrouvées dans un vote à gauche affirmé. Ajoutons qu'il s'agit d'un espace populaire de notre temps, jeune, inséré dans le cadre urbain et métropolitain et relativement éduqué (les deux tiers des électeurs Mélenchon ont un niveau égal ou supérieur à celui du baccalauréat).

Si l'on combine les données de sondages et les analyses territorialisées, on peut dire que le socle du vote Mélenchon comprend aujourd'hui **trois grands ensembles**. Il a redynamisé un espace électoral communiste en voie d'affaisse-

ment continu, ce que montre les remarquables résultats en région parisienne et dans les couronnes urbaines. Il continue de s'inscrire, comme le fit autrefois le vote communiste, dans **les espaces de la tradition révolutionnaire et républicaine**, celle des sociétés populaires jacobines, de la «démocratie socialiste» de 1849, puis du premier radicalisme. Cet espace a été celui du socialisme français du XX^e siècle, dans le centre, l'ouest et le sud-ouest. Le vote Mélenchon s'installe enfin, depuis, 2012, dans un espace urbain dense et métropolisé qui avait peu à peu échappé à l'emprise communiste. C'est dans ce dernier espace qu'il se montre le plus dynamique, davantage que toutes les autres forces, à commencer par le FN.

4. Le discours présidentiel de Mélenchon a-t-il été « populiste » ?

On peut en douter. Dans le volume du Cevipof précédemment évoqué, le politologue Damon Mayaffre² explique que le discours de Mélenchon s'est installé dans un discours « néo-humaniste » où

les références au «peuple» et aux «gens» sont perpétuellement raccordées aux souvenirs des Lumières et de 1789 (Montesquieu, Diderot, Robespierre, bonheur, vertu). Il s'agit d'un peuple « plus sans-culotte que bolchevik », renvoyant à une France « plus civique que prolétarienne ». En même temps, le vocabulaire social (Smic, salaires, Sécu, ouvriers) colore le discours et mobilise la tradition communiste-socialiste, tandis que l'écologisme appuyé s'adresse à d'autres générations et milieux sensibles à la «règle verte». Au total, « Jean-Luc Mélenchon semble avoir décomplexé en 2017 un discours de gauche usé par la gestion raisonnable des affaires gouvernementales : un discours de gauche à nouveau fier de l'héritage révolutionnaire, clairement populaire et social, et désormais écologique ». **C'est en puissant dans l'imaginaire de la gauche et en le rafraîchissant, que Jean-Luc Mélenchon a réalisé sa percée et frôlé la présence au second tour.**

UN AVENIR À GAUCHE ?

1. Les structures du vote présidentiel de 2017 ont-elles été maintenues ?

Il est difficile de le dire. Le vote législatif qui a suivi le scrutin présidentiel mon-

² Damon Mayaffre, « Les mots des candidats, de «Allons» à «vertu» », in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif...*, ouvrage cité.

trait déjà que le vote FI ne se retrouvait pas en totalité sur les candidats de la France insoumise, mais confirmait que la nouvelle formation représentait 45% du total des voix de gauche. **Dans une gauche laminée, le vote en faveur de la FI frôlait l'hégémonie.**

Globalement, la série d'élections partielles qui a égrené l'année 2018 n'a toutefois pas confirmé la poussée de 2017 et les

difficultés précoces du nouveau pouvoir n'ont pas profité à la principale force d'opposition à l'Assemblée nationale.

En l'absence d'élections générales, on peut utiliser les sondages disponibles, en se gardant d'y voir des prédictions, mais en essayant de voir s'ils suggèrent des tendances d'évolution.

Globalement la FI se situe dans une four-

Récapitulatif des sondages : Européennes 2019 (sans l'hypothèse d'une liste Gilets jaunes)								
Sondeur	Date	Échantillon	FI	LREM	Total Gauche	Ext-Droite	Droite (sans LREM)	% LFI sur Gauche
OpinionWay	17 - 25 janvier 2019	1 810	8,0	20,0	29,0	30,0	45,0	27,6
Elabe	22 - 23 janvier 2019	1 000	9,5	23,5	29,0	28,0	43,5	32,8
Ifop	8 - 9 janvier 2019	934	9,5	23,0	26,5	30,5	47,0	35,8
Odoxa	19 - 20 décembre 2018	926	11,5	19,0	32,5	33,0	46,5	35,4
Ifop	7 - 10 décembre 2018	1 001	9,0	18,0	29,0	33,5	50,0	31,0
Ipsos	5 - 6 décembre 2018	957	12,0	21,0	36,0	24,0	43,0	33,3
BVA	26 novembre - 6 décembre 2018	6 006	10,0	20,0	30,0	30,0	47,0	33,3
Ifop	9 - 12 novembre 2018	945	10,0	19,0	29,0	30,0	49,0	34,5
Elabe	6 - 7 novembre 2018	1 002	11,0	19,5	30,5	28,0	47,0	36,1
Ifop	30 - 31 oct. 2018	905	11,0	19,0	32,0	30,0	46,0	34,4
Ifop	25 - 29 oct. 2018	1 382	11,0	20,0	31,0	29,0	46,0	35,5
Odoxa	12 - 13 septembre 2018	907	12,5	21,5	28,5	29,5	47,5	43,9
Ifop-Fiducial	30 - 31 août 2018	1 403	14,0	20,0	34,5	25,0	42,5	40,6
Ipsos	27 juin - 2 juillet 2018	998	13,0	26,0	28,0	27,0	46,0	46,4
Ifop-Fiducial	25 - 27 juin 2018	1 374	11,0	23,0	29,5	27,0	44,5	37,3
Elabe	29 - 30 mai 2018	1 004	10,0	24,0	27,5	27,5	44,5	36,4
Harris Interactive	22 - 23 mai 2018	1 673	12,0	28,0	29,0	24,0	40,0	41,4
Ifop	7 - 9 mai 2018	920	14,0	27,0	29,0	25,0	41,0	48,3
Ifop	29 nov. - 1er décembre 2017	1 007	14,0	26,0	29,0	26,5	42,0	48,3

chette de 8 à 14% avec une tendance à la baisse en fin de période. Le total de l'extrême droite reste élevé, ne descend jamais au-dessous de 24% et se situe actuellement dans une fourchette de 28 à 33%. La gauche confirme sa faiblesse globale de 2017 et se trouve aujourd'hui dans une fourchette de 29 à 33%. A la fin de 2017, la FI regroupait presque la moitié du total des intentions de vote exprimées à gauche, confirmant son

hégémonie dans cet espace. Actuellement, elle se situe entre un quart et un tiers du vote de gauche. Sa première place est confirmée, mais l'écart se réduit, en même temps que l'hégémonie globale. **Alors que l'extrême droite profite des difficultés de la droite classique, la FI perd du terrain à l'intérieur d'une gauche toujours rabougrie.**

Si l'on en croit les données de l'IFOP,

2. L'intention de vote LFI (IFOP)

IFOP Mai 2018	Mai 2018	Juin 2018	Octobre 2018	Décembre 2018	Janvier 2019
ENSEMBLE	14	11	11	9	10
Moins de 35 ans	23	17	13	14	17
35 ans et plus	11	9	10	8	7
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)					
ACTIF	18	12	12	10	12
PCS+	10	10	4	7	9
Profession intermédiaire	13	10	10	11	16
PCS-	24	14	17	10	12
Chômeur	32	22	23	10	26

VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2017 (1er tour)					
	Jean-Luc Mélenchon	69	55	52	45
	Benoît Hamon	1	1	8	3
	Emmanuel Macron	2	2	3	1
	François Fillon	-	1	1	-
	Nicolas Dupont-Aignan	1	3	-	-
	Marine Le Pen	1	1	2	1
VOTE AUX EUROPEENNES 2014					
	Front de gauche	73		58	42
	PS / PRG	10	7	12	3
	EE Les Verts	21	21	4	6
	UDI / MODEM	-	3	2	-
	UMP	1	-	-	-
	Front National	3	2	2	1
PROXIMITE POLITIQUE					
Gauche			33	29	
	La France Insoumise		88	80	
	Europe Ecologie Les Verts		-	8	
	Parti Socialiste		7	5	
Centre			1	1	
	La République en Marche		1	1	
	MoDem		-	-	
Droite			1	1	
	Les Républicains		1	2	
	Debout La France		-	-	

LA FRANCE INSOUMISE ET LE POPULISME

VOTE AUX EUROPEENNES 2014					
Front de gauche	73		58	42	46
PS / PRG	10	7	12	3	15
EE Les Verts	21	21	4	6	11
UDI / MODEM	-	3	2	-	-
UMP	1	-	-	-	-
Front National	3	2	2	1	1
PROXIMITE POLITIQUE					
Gauche			33	29	
La France Insoumise			88	80	
Europe Ecologie Les Verts			-	8	
Parti Socialiste			7	5	
Centre			1	1	
La République en Marche			1	1	
MoDem			-	-	
Droite			1	1	
Les Républicains			1	2	
Debout La France			-	-	
Rassemblement National			1	1	
Aucune formation politique			5	5	

la FI progresse dans les catégories intermédiaires, résiste un peu mieux chez les moins de 35 ans, mais recule dans les catégories populaires (PCS -). La donnée la plus massive est dans le recul de la propension au vote FI chez

les électeurs Mélenchon de 2017 et les électeurs du Front de gauche de 2014 : dans les deux cas, la formation de JLM est au-dessous de la moitié du vote de départ.

Les données proposées par Elabe dif-

Les intentions de vote LFI (Elabe)

En %	Mai 2018	Novembre 2018	Janvier 2019
Ensemble	10,0	11,0	9,5
CSP+	12	8	8
Cadre, profession intellectuelle sup.	10	8	5
Profession intermédiaire	14	9	11
CSP-	12	13	13
Employé	8	14	12
Ouvrier	14	13	15
Proximité partisane			
TOTAL GAUCHE	35	40	30
Gauche non socialiste	53	58	43
Parti Socialiste / Génération.s / PRG	5	0	2
TOTAL EN MARCHE / MODEM	0	1	3
TOTAL DROITE	0	0	0
Front National	0	1	2
Sans préférence partisane	8	2	5
VOTE PRESIDENTIELLE 2017			
Jean-Luc MELENCHON	58	57	50
Benoît HAMON	0	8	4
Emmanuel MACRON	0	0	1
François FILLON	0	1	0
Marine LE PEN	1	2	1
Abstention, vote blanc ou nul	0	5	5

fèrent de celles de l'IFOP sur le plan sociodémographique : elles suggèrent une bonne résistance dans les catégories populaires. Mais elles confirment le constat politique : la propension au vote FI décline chez ceux qui se disent proches des organisations de gauche. Les votes FI antérieurs de sont pas épargnés : la moitié seulement des électeurs JLM de 2017 déclarent vouloir voter FI au mois de mai prochain. Il est à noter que la FI ne semble mordre ni sur l'électorat de droite et d'extrême droite, ni sur ceux qui se déclarent «sans préférence partisane», ni sur ceux qui se sont abstenus ou ont voté blancs ou nuls au premier tour de la présidentielle. **Le recul dans l'électorat de gauche n'est compensé par aucun gain tangible en dehors de cet espace. Le recul dans l'opinion de la pertinence du clivage droite-gauche ne signifie pas qu'il est remplacé par un autre mode de distribution des suffrages, a fortiori dans une élection qui s'annonce à très faible participation.**

LA FRANCE INSOUMISE ET LE POPULISME

L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle (IFOP)

IFOP février 2019	Mélenchon	Macron	Le Pen	Gauche	Droite	Extrême -droite
ENSEMBLE	12	30	27	24	46	34
Moins de 35 ans	22	18	28	38	44	39
35 ans et plus	9	34	27	20	46	33
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)						
PCS+	9	40	24	23	37	29
Profession intermédiaire	12	35	17	31	34	27
PCS-	12	17	47	20	63	57
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)						
Salarié	10	29	35	22	49	44
Chômeur	28	7	45	35	58	53
PROXIMITÉ POLITIQUE						
Gauche	40	10	5	80	10	7
LFI	80			8	89	11
PS	14	10	5	83	7	5
EE-ILV	11	23		61	16	3
Centre	2	92	3	3	5	4
LR/REM	57	2	1	2	2	
MoDem	11	63	12	11	26	18
Droite	1	20	16	1	79	41
LR		22	21	0	78	31
DLF			12	0	100	97
RN			98	1	99	98
Aucune formation politique	7	19	34	13	68	45
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2017 (1er tour)						
Mélenchon	63	6	7			
Hamon	5	11	6			
Macron	4	80	5			
Fillon		40	12			
Dupont-Aignan	3	3	15			
Le Pen	1	4	86			

Alors que Macron et Le Pen ferait le plein des intentions de vote dans leur espace de proximité, Mélenchon se situerait à un niveau plus modeste. Et tandis que ses deux concurrents garderaient respectivement 80 et 86% de leur électorat de 2017, Mélenchon n'en conserverait que 63%. Selon le sondage, Macron mord nettement sur la droite classique (40% des

électeurs Fillon), Le Pen mord sur une autre part de la droite, la plus radicalisée. En revanche, Mélenchon ne mord qu'à la marge sur les électeurs de droite et d'extrême droite. À la limite, Le Pen gagne plus sur la gauche que Mélenchon n'y parvient sur la droite.

Alors que le trio Mélenchon-Macron-Le Pen se partageait en 2017 l'essentiel de ceux qui ne se reconnaissaient dans aucun parti, Mélenchon ne recueille les suffrages que de 7% de cette catégorie. C'est Le Pen qui en attire un gros tiers, davantage que Macron (19%). Au total, les «sans appartenance partisane» se portent massivement vers la droite et même vers l'extrême droite, pas vers la gauche.

Au total, on constate encore sur ce sondage que Mélenchon, de 2017 à aujourd'hui, perd sur la gauche et ne gagne rien, ni sur la droite ni sur les «sans appartenance».

3. Réflexions en perspective

L'expansion de l'extrême droite française, qui se fait en parallèle avec son dynamisme européen, est à ce jour un mal absolu. Or deux méthodes ont montré leur incapacité à enrayer cette pouss-

sée. La droite a choisi le vieux conservatisme d'une France des notables, réfractaire tout autant au désordre qu'à l'égalité : elle a voulu chasser sur les terres du Front ; elle n'a fait que le conforter. Quant au socialisme, qui a cru pouvoir profiter du repoussoir frontiste, il s'est déchiré entre une social-démocratie à l'ancienne et le vertige libéral.

En 2017 le vote Mélenchon a été le seul dont le dynamisme a été suffisamment fort pour contenir la percée frontiste en zone urbaine, qu'elle soit «métropolitaine» ou plus «périphérique».

Il a pu le faire en retissant les liens perdus du peuple et de la gauche, pas en tournant le dos à la gauche. Le discours du 18 mars à la République, celui qui a marqué le point de départ d'une spectaculaire «remontada», était en ce sens un modèle du genre. Il reprenait, tout en le modernisant, le florilège complet des mots, des symboles et des figures de la gauche, de la Révolution à nos jours, de la Commune à Nuit debout. En le faisant, il est parvenu, tout à la fois, à agréger la gauche désespérée et à redonner le sens de l'espérance collective aux caté-

gories populaires que la gauche officielle avait abandonnées.

Tout ce qui nourrit le ressentiment, tout ce qui contourne la remise en cause des bases fondamentales des maux sociaux, tout ce qui éloigne des projets collectifs sans lesquels les catégories populaires dispersées ne peuvent être un peuple rassemblé, tout cela éloigne d'un rassemblement populaire propulsif, capable de rompre avec le désordre de l'état des choses existant. Au contraire, tout ce qui, autour des valeurs fondatrices d'égalité, de citoyenneté et de solidarité, redonne vigueur à l'espérance dans la «Sociale» permet de refaire du peuple politique le pivot de l'avancée démocratique.

Les récentes élections dans les Abruzzes italiennes, l'effondrement du M5S et la percée concomitante de la Ligue suggèrent que la revendication du «ni droite ni gauche» finit toujours par porter vers une droite radicalisée. Encore et toujours revient à la mémoire la formule utilisée par le philosophe Alain, membre du Parti radical, déclarant en 1931 : Une gauche qui contredit ses propres valeurs n'a plus de gauche que le nom et

fait désespérer de la gauche. Mais sans le dynamisme d'une gauche qui a enfin repris ses couleurs, il est difficile de rassembler le peuple. Rassembler le peuple ou rassembler la gauche : opposer les deux termes ne sert à rien. Mieux vaut les penser et les conduire ensemble. C'est la seule manière d'écartier le cauchemar antidémocratique.

S'ancrer dans cette conviction n'a rien d'une répétition. Si le clivage de la droite et de la gauche reste pertinent, les formes historiques qui ont été les siennes au XX^e siècle sont en état d'obsolescence. À la droite de définir les voies qui seront les siennes. À gauche, une triple certitude peut servir de point de départ : le face-à-face du socialisme et du communisme n'est plus l'axe ordonnateur de la gauche française ; l'union de la gauche dans sa forme ancienne n'est plus le modèle du rassemblement à gauche ; la forme historique, verticale et hiérarchique, du parti politique n'est plus l'archétype par excellence de l'organisation politique. La gauche n'est pas sortie de la crise qu'ont nourrie les dérives sociales-libé-

rales amorcées après 1982. Incontestablement, elle souffre d'un morcellement caricatural qui contredit de façon absolue son ambition des responsabilités et qui contraste avec le dynamisme persistant d'une extrême droite «boostée» par ses résultats continentaux.

Qu'il faille surmonter cet éparpillement mortifère est une évidence, mais cette exigence ne doit pas faire oublier que le puzzle actuel de la gauche n'est pas sans rapport avec les carences qui furent les siennes dans les dernières périodes. Rassembler la gauche pour contribuer à refaire du peuple un acteur majeur de sa propre émancipation est donc un impératif. Cet impératif est toutefois inséparable d'un autre, tout aussi stratégique : la gauche française, comme la gauche européenne, se rassemblera d'autant mieux qu'elle se sera refondée, dans toutes ses composantes.

Refonder et rassembler la gauche ; contribuer à ce que se produise et s'impose politiquement le projet émancipateur, qui fait de la multitude en lutte un peuple producteur d'avenir...

O ROGER MARTELLI

Garrido - Jadot : le populisme contre la gauche

**Certains gagnent, d'autres perdent mais en ce moment,
ils ont la même obsession : les écolos et les insoumis s'en
prennent à la gauche pour viser l'hégémonie.
Une stratégie à risque.**

Les élections européennes passées, le débat stratégique à gauche redémarre sur les chapeaux de roues. C'est dire que ce scrutin n'a rien résolu de la crise à gauche. Dans l'espace social-démocrate, Place publique a perdu son pari de rassembler autre chose que les restes du Parti socialiste. Quant au PCF, he is NOT back. L'exploit de La France insoumise en 2017 semble loin. Une plus ample réaction de Jean-Luc Mélenchon est attendue, mais, à en entendre les députés La France insoumise Danièle Obono ou Eric Coquerel, rien à signaler, circulez, y'a rien à voir. Se remettre à travailler est la seule option envisagée après l'échec, avoué douloureusement. Yannick Jadot, lui, est heureux de sa place

sur le podium derrière l'infenal duo Marine Le Pen/Emmanuel Macron, et il se sent pousser des ailes, mais surtout des ambitions. Le choc des résultats s'estompe et sortent les premières réactions. Aux premiers rangs : Raquel Garrido, l'insoumise devenue chroniqueuse télé, mais bien décidée à revenir dans l'arène, et ledit Yannick Jadot, tous deux dans les starting-blocks. En politique, mieux vaut jouer un coup d'avance quand l'horizon est trouble. Ces deux-là que tout semble opposer sur le fond, font pourtant un plaidoyer commun pour le « ni droite ni gauche ». L'une s'en sert pour tenter rassembler au-delà des frontières idéologiques, l'autre pour s'installer au centre mais les deux le font, de facto, contre la gauche.

L'HYBRIS POPULISTE

Raquel Garrido n'en démord pas. Après le succès de son passage dans la Midaine de Regards, elle enfonce à nouveau le clou dans Marianne. Le souverainisme et le dégagisme sont l'unique avenir de La France insoumise. Cette dernière se doit d'imposer sa « summa divisio » chère, si on la suit, à Ernesto Laclau. Abandonner la gauche pour un projet souverainiste qui mobiliserait largement en dehors des appartenances partisanes et des cohérences idéologiques qui ont fait la gauche et la droite des années durant.

Pour s'en convaincre, elle enchaîne alors les contre-vérités et les vœux pieux. Lorsqu'elle annonce par exemple que « La France insoumise, contrairement aux partis de gauche traditionnels, a refusé le cadre de la Ve République », on ne peut que lui rappeler que la VIème République était revendiquée par le PS (et notamment par Arnaud

Montebourg) dès 2002. On la retrouvait aussi dans le programme de la communiste Marie-George Buffet, sans compter celui de Jean-Luc Mélenchon en 2012 avec le Front de Gauche, et même celui de Benoît Hamon en 2017. Plus loin, elle revient ensuite sur son obsession pour « les abstentionnistes, les votes blancs et nuls, les dégoûtés de la politique, les nostalgiques d'une droite classique chassée des seconds tours des scrutins » qui semblent, pour Raquel Garrido, représenter la solution à tous les problèmes.

Selon l'Insee pourtant, il est important de rappeler que l'abstention totale n'est que de 14%, si l'on s'en tient à l'année 2017. En effet, 86% des Français et des Françaises ont voté à au moins un des quatre tours de cette année-là (soit à l'un des deux tours de l'élection présidentielle et ou des élections législatives). Bref, ils ne représentent ainsi qu'un faible vivier électoral. Mais

qu'importe, ça fait toujours populaire de parler de ceux qui ne votent plus ! Et que dire du potentiel chez les électeurs de droite ? Ils représentaient, en 2017, de 2 à 4% chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, c'est-à-dire presque rien mais quand on ne veut pas voir... On nous rétorquera que la campagne n'était sans doute pas assez souverainiste !

UN BOUC-ÉMISSAIRE : LA GAUCHE

Ce que Raquel Garrido ne veut en vérité pas voir, c'est que la candidature de Jean-Luc Mélenchon a été portée par la déception du hollandisme et parce qu'il était le choix plébiscité par la gauche. Et d'ailleurs, si l'on pose la question « qui est Jean-Luc Mélenchon ? » en dehors des petits cénotaphes qui suivent de près la politique, qui peut honnêtement répondre autre chose que « un homme politique de gauche » ?

L'électorat de Jean-Luc Mélenchon était d'ailleurs, en 2017, majoritairement composé de personnes se positionnant à gauche : 72% des personnes se déclarant « très à gauche » l'ont choisi en

2017, ainsi que 53% de ceux et celles se présentant comme étant « à gauche » ou encore 30% de ceux et celles s'estimant « plutôt de gauche ». Chez les électeurs « sans sympathie partisane », la pénétration électorale de Jean-Luc Mélenchon est de 16,4% soit en dessous de sa moyenne dans l'électorat (19,6%). De même chez les « ni de droite ni de gauche », 16 et 19%, pas franchement saillant ! La droite et la gauche, un peu trop vieux monde ?

L'électorat de Jean-Luc Mélenchon est pourtant un de ce qui estime le moins que « le clivage gauche/droite n'est plus pertinent et doit être dépassé », avec 57% de réponses positives contre 66% dans la moyenne de l'électorat, 83% chez les électeurs de Macron, et 70% chez ceux de Marine Le Pen. Quant aux motivations du vote, aucune doute sur leur appartenance partisane, dans l'ordre : hausse des salaires et du pouvoir d'achat, lutte contre la précarité, santé, environnement et défense des services publics. Mais Raquel Garrido de dire en substance dans la Midinale de Regards que « La France insoumise pêche parce qu'elle a trop à dire déjà sur

le social, l'environnement, le droit des animaux »...

LE MYTHE DE LA COMPOSITION DE L'ÉLECTORAT DE LA FRANCE INSOUMISE

Finalement, Raquel Garrido fait deux erreurs majeures. Elle estime d'abord assez rapidement que, suite à l'érosion du socle de gauche de Macron, Jadot en fut le réceptacle naturel déclarant que « ces votes ne seraient pas venus à La France insoumise ». Que dire alors des 21% d'électeurs de Macron qui ont hésité à voter Jean-Luc Mélenchon en 2017 ? Alors que Macron rodait sur les terres de la droite, au contraire, ces votes auraient pu se porter sur La France insoumise, si elle avait choisi d'endosser sa place à gauche. Déçus de la continuité des politiques néolibérales, ces électeurs et électrices ne pouvaient-ils pas être convaincus ? Trop CSP+ sans doute... Faut-il alors rappeler que ces mêmes CSP+ comptaient 49,9% du vote Mélenchon en 2017 ? C'est comme si Raquel Garrido était à la recherche d'un électorat qui n'existe pas dans ses rêves.

Encore plus loin dans la politique fiction, elle pense également que la social-démocratie est morte, enterrée avec le vieux monde, alors que sa proposition souverainiste est sans doute le plus grand risque pour la faire renaître. L'extrême dispersion de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon de 2017, notamment en faveur d'EELV (17%), montre en effet que, loin d'être acquis, ces électeurs de gauche peuvent repartir, ne pas adhérer au discours uniquement dégagiste entamé par Jean-Luc Mélenchon, décidé, du moins, pendant la séquence gilets jaunes, à se couper de la gauche. On ne fidélise pas ses électeurs en tournant le dos à leurs repères politiques et idéologiques. L'hybris populiste mal aidé par les presque 20% de 2017 s'engage donc dans un pari dangereux pour la suite du combat.

L'HYBRIS QUE L'ON N'AVAIT PAS VENU VENIR

Quant à EELV, depuis le 26 mai la formation écologiste fait dans le triomphalisme : avec 12,6% aux élections européennes et quelque 3 millions de voix, Yannick Jadot se voit déjà à la

tête de l'Etat : « Nous voulons conquérir et exercer le pouvoir ». Aux élections européennes de 2009, les écologistes avaient réalisé 16,28% des voix et près des 3 millions de voix, ce qui n'empêcha pas Eva Joly d'en faire 2 millions de moins à la présidentielle en 2012 avec ses 2,31%.

Yannick Jadot veut y croire. Son moment, c'est sans doute maintenant alors que son thème de prédilection domine la scène politique. Les écologistes ont souvent, par tradition et par culture, renoncé à l'idée de s'identifier à gauche. L'écologie devait tracer son chemin pour s'imposer et devenir centrale, sans se soucier du dualisme qui composait la scène politique. Marginalisée, vue comme un sujet secondaire, l'écologie ne le sera probablement jamais plus. Reste que la bataille sur son contenu est ouvert. Même les plus retardataires semblent s'y mettre, que ce soit du côté du Rassemblement national ou à droite. Quelle stratégie donc pour les écologistes ?

Dans son interview au Monde du 5 juin 2019, Yannick Jadot se rêve en leader « d'une nouvelle espérance ». Mais, sur-

prise ! Jadot fait du mauvais Mélenchon. Son but : « sauver le climat et pas les vieux appareils » car « les jeunes ne nous ont pas donné mandat pour nous asseoir autour d'une table avec Olivier Faure, Benoît Hamon et Fabien Roussel ». Encore quelques secondes et il aurait pu parler de « tambouilles ». On verra bien aux municipales où les écologistes ont souvent survécu au moyen d'accords multiples, sans parler d'un passage au gouvernement sous Hollande ! Une chose est sûre, « je ne participerai pas à un rafistolage du paysage politique du XX^e siècle », annonce celui à qui certains ont décerné la première place à gauche. Quelle responsabilité ! Mais voilà qu'après La France insoumise, les écos ont chopé le virus de l'hégémonie !

LA TECHNIQUE DE LA TERRE BRÛLÉE POUR MIEUX RASSEMBLER

Et celui qui appelle à rassembler EELV, les animalistes et la liste Urgence écologie ne lésine pas sur ses mots : le rassemblement se fera autour de son projet, « que chacun fasse son aggiornamento ». L'hy-

bris verte mâtiné de populisme se lance à toute vapeur dans les mêmes écueils que la galaxie insoumise. Pour Yannick Jadot, Génération.s et La France insoumise « ne sont pas des partis écologistes ». Les militants de Générations et les insoumis sont cependant les bienvenus pour rejoindre le mouvement. Ce message sectaire n'est cependant « ni de l'arrogance ni du mépris ». C'est mal parti pour véritablement rassembler à terme les électeurs – de gauche comme d'ailleurs...

Yannick Jadot veut sans doute d'abord récupérer l'hémorragie du flanc gauche de Macron. Dont acte. Mais jouer du « ni droite ni gauche » macronien a aussi un coût. Il ne faut pas oublier que les jeunes (les 18-35 ans), dont il est si fier d'avoir suscité l'attention, avaient placé en tête de leur vote de 2017 un certain Jean-Luc Mélenchon. Le degré de radicalité observé chez les manifestants pour le climat pourrait d'ailleurs rentrer en conflit avec son ambiguïté réelle sur la question de la rupture avec le libéralisme – ou avec l'économie de marché. Le député européen se dit pour le libre-échange à condition de ne pas abuser du dumping social et fiscal.

Un peu ne fait pas de mal ? S'il n'a pas d'opposition avec l'économie de marché, il risque par contre d'avoir du mal à convaincre ceux et celles pour qui l'économie politique rime avec une rupture profonde avec le système économique actuel. Existe-t-il donc un espace politique entre Macron et Mélenchon, pour un populisme vert ? Pour le moment, s'il peut échapper à un positionnement gauche/droite, il n'échappera pas à la nécessité de trancher sur son rapport au capitalisme.

En attendant, EELV doit son succès autant à la gauche qu'à l'hémorragie macroniste. Il rencontre en effet le succès chez 17% des anciens électeurs de Jean-Luc Mélenchon de 2017 qui ont voté aux européennes, chez 26% de ceux de Benoît Hamon, et 20 % des électeurs de Macron. Il existe d'autant plus un potentiel à gauche, que les premiers décrochages du bloc macroniste se sont fait chez les sympathisants de gauche. Difficile de savoir, si Yannick Jadot trouvera l'équilibre sur un temps plus long que la campagne européenne. D'autant que la temporalité du vote de son électorat n'a rien de rassurant pour

lui, 16% de ses électeurs se sont décidés à voter pour sa liste seulement dans la dernière semaine et 15% le jour du vote !

LA GAUCHE EST MORTE, VIVE LE POPULISME ?

On l'aura compris, le concept à abattre, pour une partie de la France insoumise comme pour une partie d'EELV, c'est la gauche. L'énigme de 2017 reste entière et l'on ne saura jamais vraiment si c'est parce que Jean-Luc Mélenchon ne s'est pas revendiqué de gauche qu'il a réussi à attirer ses électeurs. Mais force est de constater que tirer à boulets rouges sur elle n'a pas marché pour La France Insoumise et risque de coûter cher à Jadot à l'avenir.

Le populisme revendiqué par Raquel Garrido ne rend d'ailleurs pas hommage à Ernesto Laclau ni à Chantal Mouffe. Il est finalement confondu avec l'imaginaire jacobin au travers de la volonté d'engager une révolution citoyenne comme moyen de la souveraineté du peuple. Les théoriciens du populisme mettaient en garde contre ce concept de révolution dans l'imaginaire de gauche

qui « implique un caractère fondamental de l'acte révolutionnaire, l'institution d'un point de concentration du pouvoir depuis lequel la société pourrait être «rationnellement» réorganisée. C'est là une perspective qui est incompatible avec la pluralité et l'ouverture qu'une démocratie radicale requiert. »

Ainsi, peut-être doit-on préférer la pluralité des réalités populaires à l'unilatéralisme souverainiste pour construire une alternative à la société marchande totale que propose le gouvernement. Et, si le souci des deux penseurs du populisme a toujours été de fédérer, à tort ou à raison, le peuple dont l'identité politique est nécessairement plurielle, jamais n'a-t-on vu, sous leurs plumes, d'invitation à considérer comme des ennemis politiques de potentiels alliés dans la conquête du pouvoir et l'avènement d'un projet émancipateur de gauche. Si Raquel Garrido et Yannick Jadot jouent contre la gauche finiront-ils par comprendre qu'ils jouent aussi contre leur camp ?

**O PABLO PILLAUD-VIVIEN ET
ETIENNE SANDOZ**

LA FRANCE INSOUMISE ET LE POPULISME

LES INTELLOS ET LE POPULISME

Eric Fassin : « Quand on rejette l'opposition gauche/droite, ça finit rarement à gauche »

Il ne s'est pas encore exprimé sur la mobilisation des gilets jaunes. Dans #LaMidinale de Regards, le sociologue Eric Fassin livre son analyse, ses interrogations et ses inquiétudes.

SUR LE SILENCE D'ERIC FASSIN À PROPOS DES GILETS JAUNES

- « Pendant longtemps, j'ai été comme beaucoup de gens, j'ai eu du mal à interpréter ce qu'il se passait, quel sens politique ça pouvait avoir. »
- « J'ai parfois le sentiment que si on se précipite pour commenter, on risque d'avoir une projection de ses fantasmes politiques, de ses préjugés de classe. Donc plutôt que de dire des bêtises, j'ai préféré me taire. »
- « A la différence de beaucoup d'intellectuels de gauche, je garde une réticence qui n'est pas tant par rapport aux gilets jaunes eux-mêmes, que par rapport aux conséquences que tout cela risque d'avoir. »

● « J'ai une inquiétude qui n'est pas un jugement sur le mouvement ni sur les gens qui soutiennent ce mouvement mais sur ses conséquences. »

SUR L'ANALYSE POLITIQUE DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

- « Je crois que ça n'est pas forcément un mouvement de droite ou un mouvement de gauche. »
- « J'ai été frappé en regardant les tentatives d'interprétation de ce mouvement de l'usage qui est fait de l'histoire. »
- « On a une vision française de l'histoire qui nous amène à regarder les gilets jaunes principalement au prisme de l'histoire française et donc de redoubler la logique proprement nationale de ce mouvement. »

- « Quand on regarde le Brésil ou l'Italie, on a le sentiment qu'il y a eu deux choses qu'on retrouve en France : un rejet de l'opposition droite/gauche et un rejet de la représentation - par les syndicats ou les partis. »
- « Mon sentiment, qui est nourri de cette double référence au Brésil et à l'Italie, c'est que lorsqu'on rejette l'opposition entre droite et gauche et lorsqu'on rejette la représentation politique, ça finit rarement à gauche. »
- « Qui bénéficie, dans les sondages, de ce mouvement ? C'est le Rassemblement National et lui-seul. »

SUR LA POSSIBILITÉ D'UNE SITUATION À L'ITALIENNE EN FRANCE

- « Je crois qu'il est absurde de renvoyer dos-à-dos FI et RN. Les dirigeants et les militants ne disent pas du tout la même chose. »
- « Je fais partie des gens qui ont critiqué la stratégie du populisme de gauche. »
- « Il y aurait ce que Chantal Mouffe appelle un noyau démocratique commun à ce qu'elle appelle le populisme de droite et qu'elle refuse d'appeler extrême droite, et à la gauche dans sa stratégie populiste. Je ne crois pas qu'il y ait un noyau démocratique dans les revendications d'extrême droite. »
- « Ce qui complique les choses, c'est qu'en face on a Macron qui nous ex-

plique que pour lui, c'est le libéralisme contre l'illibéralisme d'Orban et des autres. Et donc on est sommé de choisir : est-ce qu'on va être du côté de Macron ou est-ce qu'on va être contre lui ? »

- « On voit bien que la posture de Macron alimente une opposition réductrice entre les élites et le peuple. On y résiste en ne prenant pas seulement le parti du peuple mais en s'interrogeant sur quel peuple. »
- « Il est important de ne pas considérer le peuple comme une masse indistincte, il y a des idéologies différentes. »
- « Il est important de reconnaître le peuple comme un sujet politique, non pas avec une posture bienveillante, qui frise la condescendance et qui revient à dire que le peuple a toujours raison, mais de dire il y a des peuples avec lesquels je suis d'accord et d'autres avec lesquels je suis en désaccord. »

SUR LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE (RIC)

- « Le RIC participe du rejet de la représentation, donc à ce titre, je regarde ça avec une certaine prudence. »
- « Je ne veux pas dire que le peuple se trompe, ce que je dis, c'est que les gens qui se mobilisent au nom du peuple sont plus ou moins actifs et ce que nous voyons en ce moment, un peu partout

dans le monde, c'est que les gens qui se mobilisent au nom d'un peuple d'extrême droite, sont très actifs. »

● « Il ne faut pas confondre le peuple et les gens qui se mobilisent. »

● « Les gens qui se mobilisent et qui pré tendent être la majorité silencieuse sont des minorités bruyantes et, pour une part, sont des minorités d'extrême droite. »

SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES ET LA RÉPONSE SÉCURITAIRE DU GOUVERNEMENT

● « Ça fait des années que beaucoup de gens, et à juste titre, dénoncent les violences policières donc c'est sans précédent mais quand même ça a été précédé de beaucoup de violences policières. Dans ce mouvement, c'est l'ampleur qui est sans précédent. »

● « Ce qu'on a vu, c'est que, pendant très longtemps, on a laissé faire et ça mène à une banalisation [de la violence]. »

● « On a fini par trouver normal que les policiers tapent des gens. »

● « Il y a une disqualification du président de la République mais ce qui est plus grave, c'est qu'il y a une disqualification du vocabulaire du président de la République : celui de la République, celui de la démocratie, celui des droits. »

● « Je crois que la démocratie n'en finit

pas de se précariser et ceux qui se pré tendent défenseurs de la démocratie libérale, comme Emmanuel Macron, en sont les fossoyeurs. »

SUR LE GRAND DÉBAT PROPOSÉ PAR EMMANUEL MACRON

● « Je ne pense pas que le but soit d'arriver à quelque chose. »

● « Dans quelle mesure ce président de la République souhaite-t-il alimenter cette crise pour apparaître comme le rempart contre le chaos ? »

● « Ce débat va occuper l'attention pendant deux jours et ça veut dire que la parole publique n'a plus aucune importance donc ça renforce la colère des gilets jaunes mais ça renforce aussi et surtout le fait qu'ils ne croient pas, et que de moins en moins de gens croient, à la représentation politique. »

● « Qui peut être certain que dans la prochaine élection présidentielle, voter Macron contre Le Pen ce sera voter pour la démocratie ? C'est bien ça le problème aujourd'hui. Quels arguments va-t-on trouver pour s'opposer au Front National quand on a l'impression qu'en matière d'immigration, en matière de violences policières et en matière économique, finalement, les différences ne sont pas si grandes ? »

Populisme de gauche : prendre le risque d'un avenir

Les récents débats autour du score de la France insoumise aux élections européennes ont relancé le débat sur le populisme de gauche. C'est en ce sens que Gildas Le Dem a souhaité relire Hégémonie et stratégie socialiste, un ouvrage majeur d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, republié dans une version accessible au grand public, chez Pluriel.

Il faut immédiatement s'arrêter sur la date et le contexte de la parution de ce livre. Il est en effet publié en 1985, c'est-à-dire dans le contexte d'un essoufflement historique de la social-démocratie. Le consensus social-démocrate, forme de compromis historique et politique entre les forces du travail et les forces du capital, est alors contesté, d'une part, par la montée de l'ordre néo-libéral, et d'autre part par l'apparition de nouvelles demandes démocratiques (celles des femmes, des minorités sexuelles et de

genre, des luttes antiracistes et environnementalistes).

C'est dans ce contexte historique que Laclau et Mouffe se proposent de « radicaliser la démocratie » face aux théoriciens du néo-libéralisme qui, comme Friedrich Hayek et Milton Friedman, identifient la défense des libertés individuelles avec un « individualisme possessif », c'est-à-dire la préservation du droit individuel d'appropriation des moyens de production. En effet, cette réduction de l'individu à ses possessions (et ses

propriétés sociales dans les rapports de production) repose sur un conception unifiée et homogène de l'individu. Elle ne fait pas droit à l'inscription des individus dans d'autres espaces d'identification que ceux des mécanismes du marché.

CONTRER LA PENSÉE NÉOLIBÉRALE

On le sait, le thème d'une « démocratie ingouvernable », notamment développé par Samuel Huntington en 1975, conduira en ce sens à remettre en question les luttes politiques pour une plus grande égalité des droits et des individus qui avaient, aux États-Unis et en Europe, scandé la contestation démocratique des années 60 et 70. C'est pourquoi Laclau et Mouffe lient, avec beaucoup de sûreté, et ce dès 1985, néo-libéralisme et néo-conservatisme, en mettant à jour les fondements de la rupture, tendanciellement autoritaire, de l'idéologie

néo-libérale avec les principes de la démocratie libérale.

D'autre part, Laclau et Mouffe se montrent parfaitement conscients des conséquences de cette reformulation néo-libérale du principe des libertés individuelles. Cette reformulation implique en effet la restriction des libertés individuelles à la liberté exercée dans le cadre du marché ; et ce cadre se doit donc d'être étendu à la société toute entière, quitte à en dénier l'existence, les conflits politiques et la pluralité des espaces sociaux qui la traversent et la constituent (c'est en ce sens que Margaret Thatcher pourra dire : « la société n'existe pas »).

FÉDÉRER LES DEMANDES HÉTÉRO-GÈNES DU PEUPLE

Il n'est donc pas étonnant que le néo-libéralisme se soit également acharné à discréditer les luttes collectives des travailleurs qui s'étaient formées, dans

le contexte d'une social-démocratie triomphante, autour du projet de faire de l'État-providence – et de son intervention dans la lutte contre les inégalités – le garant de la préservation et l'extension des droits sociaux acquis au prix de ces luttes. Contrairement à une idée largement répandue à gauche aujourd'hui, il n'est donc pas exact que les nouvelles luttes démocratiques, et les mouvements sociaux liés aux droits des minorités ou la question de l'environnement, soient intrinsèquement liés à l'apparition puis l'expansion du néo-libéralisme.

Si, pour Laclau et Mouffe, toute lutte ou toute demande sociale peut être réarticulée ou reformulée dans un sens progressiste ou conservateur (on le vérifierait aisément aujourd'hui, dans l'apparition d'une forme de féminisme blanc et élitiste ou des formes, pour le dire vite, d'homo-nationalisme raciste et classiste), reste qu'à l'orée des années 80, la ligne de démarcation ne passe pas entre, d'une part, néo-libéralisme et droit des minorités, et État-providence et droit des travailleurs d'autre part.

C'est même en ce sens que, en ce

début des années 80, Laclau et Mouffe invitent, pour faire revivre une social-démocratie vacillante, à envisager un projet de gauche capable de fédérer les demandes des classes populaires et celles d'autres mouvements sociaux dans le sens de plus d'égalité et de justice sociale. On ne peut que s'interroger, en ce sens, sur la mauvaise foi des critiques ambivalentes ou contradictoires adressées, depuis, aux travaux, conjoints ou respectifs de Laclau et Mouffe.

NON, LE POPULISME DES CLASSES SOCIALES, CE N'EST PAS L'ABANDON DES CLASSES SOCIALES

Tantôt, en effet, l'on présente ces travaux comme un abandon de la question des classes sociales (au profit de ce qui deviendrait, dans leurs travaux ultérieurs, une conception unifiée et homogène du peuple comme nouvel acteur de l'histoire). Mais Laclau comme Mouffe ne nient ni l'existence des classes sociales, ni la persistance ou même la pertinence des conflits de classe. Leur insistance sur l'impossibilité de réduire la société à une totalité rationnelle et transparente

à elle-même, qui exclurait tout conflit politique et toute forme de pluralisme comme le souhaiteraient les néo-libéraux, les conduit bien au contraire à faire droit aux demandes de la classe ouvrière et à l'intervention politique de l'État.

Seulement, Laclau et Mouffe interrogent, pour autant, la réduction des agents sociaux à leur position dans les rapports de production. C'est ce que les futurs théoriciens du populisme de gauche désignent comme l'illusion de l'« essentialisme de classe », qui voudrait que l'on puisse mécaniquement dériver, par une sorte de court-circuit théorique, les prises de positions politiques des agents sociaux de leurs positions de classe (et ainsi annuler l'inscription des agents sociaux dans d'autres espaces sociaux que ceux des rapports de production).

Et, en effet, cette conception suppose que les agents sociaux ne puissent être divisés quant à eux-mêmes, et leurs identifications à divers espaces sociaux ou identités collectives (comme par exemple leur genre, leur sexualité ou leur couleur de peau). Bien plus, cette

conception présume que la classe ouvrière ne puisse s'exprimer à l'encontre de ses intérêts de classe, quand il est pourtant avéré qu'il est possible de conquérir le vote ouvrier, ou une fraction du vote ouvrier, sur d'autres base que ses seuls intérêts (c'est ce qui fera toute la force, qu'on le regrette ou non, du populisme autoritaire thatchérien puis, en France, du Front National).

LA LUTTE DES CLASSES COMME SIMPLE HORIZON

D'autre part, cette conception essentia-liste tend à accorder une forme de centralité à une lutte spécifique, celle de la classe ouvrière. Et à faire de la convergence d'autres formes de luttes autour de cette lutte centrale, le fondement rationnel et le moteur historique d'une résolution de l'ensemble des antagonismes sociaux. Mais il ne s'agit pas de reconduire le mythe d'une société sans classes ni antagonismes, dans laquelle une classe, le prolétariat, demeure le sujet privilégié de l'histoire et de la politique (parce qu'il porterait, de par son existence même, la possibilité historique

d'abolir toute distinction sociale, et donc tout conflit de classe ou d'autre nature). Il faut donc, non certes abandonner l'idée de lutte des classes, mais l'idée que cette dernière pourrait être le principe d'une société qui élimine de soi tout antagonisme possible. Pour le dire autrement, Laclau et Mouffe plaident bien pour l'idée d'une histoire comme histoire des luttes. Mais ces luttes constituent une tâche historique et politique infinie, dont la solution n'est ni nécessaire ni rationnelle, et constitue seulement un « horizon ».

**NON, LE POPULISME DE GAUCHE,
CE N'EST PAS L'ABANDON DES
LUTTES FÉMINISTES,
HOMOSEXUELLES, ANTIRACISTE
OU ENVIRONNEMENTALE**

Tantôt, au contraire ou simultanément, l'on présente les travaux de Laclau et Mouffe comme une rupture avec les acquis de la pensée critique et des mouvements sociaux des années 60 et 70. Il saute pourtant aux yeux, pour qui a lu ou bien voulu lire Hégémonie et stratégie socialiste, que la question féministe, homosexuelle, antiraciste ou environne-

mentale est bien présente dans le travail de Laclau et Mouffe, et qu'elle est même au cœur de leur réflexion sur les limites de la social-démocratie et les périls du néo-libéralisme naissant. L'impossibilité d'établir de manière définitive la signification de toute lutte, le fait qu'il y ait toujours plus d'une lutte dans la lutte, et une lutte pour imposer le sens de la lutte, n'exclut pas, mais rend au contraire possible qu'une lutte s'articule à d'autres luttes dans un système d'équivalences. Et c'est bien en ce sens que Laclau et Mouffe ont travaillé, non pas simplement à juxtaposer, ou même agréger les demandes démocratiques aux demandes des classes populaires. Mais à articuler ces demandes à la signification instable dans des « chaînes d'équivalence », c'est-à-dire de façon qu'il n'y ait pas de question économique et sociale qui n'ait, par exemple, son prolongement dans la question de l'émancipation des femmes, des individus racisés, etc. De façon aussi à ce qu'il n'y ait pas de question, par exemple environnementale, qui n'ait de prolongement ou d'équivalence sociale et économique. On ne peut en effet mettre une question au centre d'un

agenda politique sans en reléguer une autre aux marges de l'action politique, ce qui signifie, en fait, se refuser à traiter cette question dans ses prolongements et son ensemble.

ARTICULER LES LUTTES

Il faut donc, au contraire, démarginaliser les questions de race, de genre, de sexualité, d'environnement pour, également, reformuler de manière effective la question économique et sociale. La question de l'articulation entre la question écologique et la question sociale (dans un projet comme un New Deal Vert, pour ne donner que cet exemple) pourrait donc représenter un levier de première importance pour convaincre qu'une transition écologique, et la justice climatique, n'est possible que dans les conditions effectives d'une rupture avec les principes austéritaires et productivistes de l'économie néo-libérale, et donc son articulation à la question de la justice sociale.

Pourquoi, pour autant, parler de populisme de gauche ? En 1985, Laclau et Mouffe pouvaient encore faire état d'une tension entre un pôle de demandes

populaires d'une part, et un pôle de demandes démocratiques et subversives d'autre part – une tension irréductible et même constitutive d'un projet de radicalisation de la social-démocratie, encore envisageable au début des années 80. Mais, depuis la fin des années et le début des années 90, les sociaux-démocrates se convertissent aux principes de l'économie néo-libérale, la frontière entre la gauche et la droite s'est brouillée voire s'est effacée au profit d'un consensus au centre et les classes populaires ont été abandonnées...

LE POPULISME DE GAUCHE POUR REVITALISER LA GAUCHE

Les partis sociaux-démocrates ont été incapables de faire face, en 2008 à la crise du capitalisme financiarisé autrement que par le sauvetage des banques et des politiques d'austérité. Ainsi, force est de constater que le mot de gauche a perdu une bonne part de sa signification – et d'abord de sa signification mobilisatrice et affective auprès des classes populaires, mais également des activistes féministes, anti-racistes, homosexuels, environnementalistes, qui n'ont pour leur

part remporté que des victoires symboliques, quand ils n'ont pas vu dangereusement se réduire l'espace des libertés individuelles.

Parler de populisme de gauche signifie donc prendre acte de la crise historique de la social-démocratie qui « ne permet plus de rétablir la frontière entre la gauche et la droite ». Il s'agit rien moins que de mettre entre parenthèses et neutraliser la signification du mot gauche, tel qu'il a été durablement articulé et associé à la social-démocratie. Cette opération de suspension ou de neutralisation ne vise donc pas à détruire le sens même du mot gauche, et à abolir la frontière politique entre la gauche et la droite.

Au contraire, il s'agit de défaire le sens du mot gauche de ses sédimentations historiques non, certes, pour en réactiver une pureté introuvable, mais pour l'ouvrir, si c'est encore possible, à la chance et au risque d'un avenir. C'est dire que le clivage peuple/oligarchie, chez Laclau et Mouffe, loin d'effacer la

frontière gauche/droite, est donc bien une manière de la faire revivre. Et, avec elle, de revitaliser le conflit et une politique démocratique, étendue à des questions politiques transversales comme la justice climatique, et capables, ainsi, de fédérer les demandes hétérogènes de ce que Mouffe et Laclau appellent un peuple.

● GILDAS LE DEM

Populisme de gauche : un avenir bouché ?

A gauche, depuis les élections européennes, le débat est bel et bien lancé. Loin de l'opposition caricaturale « union de la gauche VS populisme de gauche », Pierre Khalfa, membre de la Fondation Copernic, répond à Gildas Le Dem.

Dans un texte publié dans Regards – Populisme de gauche : prendre le risque d'un avenir –, Gildas Le Dem revient sur la pensée d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe en s'insurgeant contre certaines critiques qui la travestissent et la déforment. S'il pointe à juste titre la pertinence de certaines analyses de Laclau et Mouffe, il tombe lui-même dans le défaut qu'il dénonce en laissant de côté les aspects les plus discutables de leur pensée. Il s'interdit donc d'en comprendre la cohérence globale et d'en souligner un certain nombre d'apories. Nous concentrerons notre analyse sur trois points principaux en partant non

pas de l'ouvrage Hégémonie et stratégie socialiste, dans lequel Laclau et Mouffe ne défendent pas une stratégie populiste, mais de leurs ouvrages ultérieurs en particulier : La raison populiste de Laclau et Pour un populisme de gauche de Mouffe.

SUJET UNIQUE OU MULTIPLI-CITÉ DES ACTEURS SOCIAUX ?

Laclau se veut en rupture avec ce qu'il nomme « l'essentialisme marxiste ». Pour lui, il faut « concevoir le « peuple » comme une catégorie politique non comme un donné de la structure sociale ». Il n'y a pas, en effet, de fondements objectifs qui permettent de définir l'acteur histo-

rique, le sujet de la transformation sociale, celui-ci est le résultat d'un processus politique. Laclau rompt donc, à juste titre, avec l'idée d'un sujet de l'action collective constitué *a priori*, issu objectivement de la structure sociale.

Ainsi, nous dit-il dans *La raison populaire* : « Il n'y pas de raison pour que les combats ayant lieu dans les rapports de production doivent être les points privilégiés d'une lutte anticapitaliste globale. Un capitalisme mondialisé crée une multitude de points de rupture et d'antagonisme – crises écologiques, déséquilibres entre différents secteurs de l'économie, chômage de masse, etc. – et seule une surdétermination de cette pluralité antagonique peut créer des sujets (les italiques sont de nous) anticapitalistes globaux capables de mener à bien un combat digne de ce nom. Comme le montre l'expérience historique, il est impossible de déterminer *a priori* quels seront les acteurs (les italiques sont de nous) hégémoniques dans ce combat. » Comme le rappelle Gildas Le Dem, les agents sociaux s'inscrivent « dans d'autres espaces que ceux des rapports de production ». Encore faut-il tirer toutes les conséquences de cette

affirmation et c'est là que les problèmes commencent. Dans le passage précité de Laclau, on laura remarqué, « acteurs » et « sujets » sont à juste titre au pluriel. Mais, par ailleurs, tout le propos de Laclau vise au contraire à construire un sujet unique « le peuple ». Il part pour cela de l'hétérogénéité des demandes sociales insatisfaites pour arriver à la formation d'une « chaîne d'équivalence » rendue possible par la domination d'une demande sociale particulière qui prendrait un caractère universel : « Une demande déterminée, qui était peut-être à l'origine une demande parmi d'autres, acquiert à un certain moment une importance inattendue et devient le nom de quelque chose qui l'excède ».

Il y a là une contradiction dans la pensée de Laclau. Soit il existe une pluralité de dominations qui construit des identités multiples et comme l'écrivit Gildas Le Dem des agents sociaux eux-mêmes divisés. On ne peut alors réduire les antagonismes dans la société à une seule contradiction qui surdéterminerait toutes les autres, que ce soit l'opposition capital/travail, peuple/oligarchie, femmes/hommes, blancs racisés, etc. Dans ce cas la question stratégique est de savoir

comment articuler des mouvements spécifiques se situant sur des différents terrains avec leurs propres objectifs et comment construire un projet d'émancipation qui tienne compte de la multiplicité croisée des oppressions ? Soit au contraire, comme Laclau, on essaye de retrouver sous le nom de « peuple » le sujet universel unique avec la centralité d'une oppression particulière, niant ainsi, de fait, la pluralité des oppressions et leur non hiérarchisation.

Dans Pour un populisme de gauche, Mouffe est bien obligée de reconnaître d'ailleurs ce problème. Elle admet ainsi que cette démarche, « en rassemblant les demandes démocratiques pour créer un «peuple», produirait un sujet homogène qui nie la pluralité ». Elle en conclut simplement par une déclaration de bonnes intentions : « Cela devrait être évité pour que la spécificité des différentes luttes ne soit pas gommée ». Un peu court...

LA CLEF DE VOUTE : LE RÔLE DU CHEF

Dans la position de Laclau, reste à expliquer comment se forme cette demande sociale qui excède toute les autres. Il faut, nous dit Laclau, « l'identification de

tous les maillons de la chaîne populaire à un principe d'identité qui permette la cristallisation de toutes les demandes différentes autour d'un dénominateur commun – lequel exige, évidemment, une expression symbolique positive ». Quel est ce dénominateur commun et cette expression symbolique positive ? La réponse de Laclau est sans la moindre ambiguïté. C'est l'existence du leader qui permet de résoudre ce problème. Le populisme se distingue d'autres processus politiques par un rapport direct entre une personnalité se voulant charismatique et le peuple, ou plus exactement le peuple s'incarne dans le leader.

Contrairement au populisme de droite qui n'a pas ce genre de pudeur, les partisans du populisme de gauche évitent généralement de traiter cette question et Gildas Le Dem ne fait pas exception. Il n'en dit pas un mot. Laclau est un des rares à le faire sans détour. Il n'hésite pas à indiquer explicitement que, pour lui, « l'absence de meneur » équivaut à « la dissolution du politique ». L'existence d'un chef est ici la condition même de possibilité du politique, « la nécessité d'un meneur existe toujours », nous dit-il. En rapport

avec le politique, l'existence d'un leader est élevée ici en nécessité ontologique et rendue politiquement indispensable car « la logique équivalentielle conduit à la singularité, et la singularité à l'identification de l'unité du groupe au nom du leader ». Ainsi, pour Laclau, la construction même d'une chaîne d'équivalence, c'est-à-dire pour lui le « peuple », aboutit à l'incarnation dans un leader. Pire, pour lui « l'amour pour le leader est une condition centrale de consolidation du lien social ». Le leader charismatique est ainsi la clef de voûte de sa construction théorique. Laclau aboutit ainsi au vieux cliché réactionnaire de l'homme providentiel (historiquement, c'est le plus souvent un homme). Le populisme, même de gauche, risque donc fort de n'être qu'un autoritarisme.

Mouffe, qui n'en parlait pas dans *L'illusion du consensus*, est obligée dans son dernier ouvrage d'aborder, sans s'y étendre, cette question. Il est d'abord significatif qu'elle ne reprenne aucune des formulations de Laclau sur l'existence d'un chef comme condition du politique. De plus, alors que Laclau insistait sur « l'identification de tous les maillons de la chaîne populaire à un principe d'iden-

tité » comme nécessité pour former une chaîne d'équivalence, elle préfère parler de « demande démocratique spécifique devenue le symbole du combat commun » et admet qu'un tel symbole pourrait éventuellement remplacer la figure d'un leader.

Cependant, elle continue de placer « les liens affectifs qui unissent un peuple à un chef charismatique » comme un moyen privilégié de créer une volonté collective, présentant alors le leader comme un *primus inter pares* (premier parmi les égaux) et essayant de distinguer un leadership fort de l'autoritarisme. Il serait facile d'ironiser sur cette dernière distinction dont Emmanuel Macron fait son quotidien... Si elle essaie donc de désamorcer les critiques qu'ont entraînées les formulations de Laclau et certaines pratiques politiques se réclamant du populisme, on voit toujours mal comment la valorisation et le mythe du leader pourraient s'accorder d'une perspective émancipatrice. Dans cette conception, la participation populaire et la démocratie radicale que Mouffe appelle de ses vœux, prennent au mieux une forme plébiscitaire où les citoyens ont plus ou

moins régulièrement à approuver les décisions prises en haut. Il n'y a d'ailleurs pas d'exemple historique où des expériences politiques de ce type se soient bien terminées.

BONS ET MAUVAIS AFFECTS, LA QUESTION DE L'EXTRÈME DROITE

Dans une longue note, Gildas Le Dem évoque la question des affects en politique, s'en prenant à Eric Fassin qui avait dénoncé dans le populisme une politique basée sur le ressentiment. La question des affects en politique est un vieux débat. Gildas Le Dem a raison de rappeler que Spinoza plaidait pour transformer « les passions populaires les plus réactives [...] dans le sens et au moyen de passions actives et affirmatives ». Contre Diderot, qui dans l'article « Droit naturel » de l'Encyclopédie affirmait que « le silence des passions » est la condition pour que la volonté générale voie le jour, Rousseau développait d'ailleurs dans le Contrat social le lien nécessaire entre le développement de la volonté générale et les passions et affects correspondants.

Chantal Mouffe a donc raison de pointer le rôle des affects en politique. Mais se contente-t-elle, comme l'affirme Gildas Le Dem, de vouloir « combattre des affects par d'autres affects » ? Si tel était le cas il n'y aurait pas de problème. On peut cependant avoir une autre lecture de ses positions au regard de ce qu'elle écrit sur l'extrême droite, question que n'aborde pas Gildas Le Dem. Elle n'emploie d'ailleurs jamais pour ces formations politiques le terme « extrême droite », terme qu'elle critique vertement, mais celui de « populiste de droite ». Mais là n'est pas le plus grave. Prisonnière de sa conception de la politique comme création d'une frontière entre le « eux » et le « nous », et constatant que c'est aussi la démarche de l'extrême droite, elle reprend l'idée que face au néolibéralisme, « populisme de droite » et « populisme de gauche » mèneraient ainsi, chacun à leur manière, un combat contre le « système ». Elle en vient ainsi à écrire « que la plupart des demandes exprimées par les partis populistes de droite sont des demandes démocratiques auxquelles devrait être apportée une réponse progressiste ». Pour justifier sa position, Mouffe indique que « ces

revendications émanent de groupes qui sont les principaux perdants de la mondialisation néolibérale [...] Une approche populiste de gauche devrait tenter de proposer un vocabulaire différent afin d'orienter ces demandes vers des objectifs égalitaires [...] leur sentiment d'exclusion et leur désir de reconnaissance démocratique, exprimés auparavant dans un langage xénophobe, (peuvent) se traduire dans un autre vocabulaire et être dirigés vers un autre adversaire. »

Il est vrai qu'une partie de l'électorat de l'extrême droite est constituée de victimes des politiques néolibérales. Mais Mouffe ne semble pas voir que, pour cet électoralat, les questions sociales sont vues à travers un prisme xénophobe et raciste surdéterminant une vision qui mobilise des affects puissants où les passions mobilisées renvoient surtout à la haine de l'autre. Tout se passe comme si elle considérait les affects liés au racisme et à la xénophobie comme une simple couche superficielle car les individus touchés sont celles et ceux qui sont écrasés par le capitalisme financiarisé. Elle tombe là dans un économisme rationaliste, alors même qu'elle affirme par ailleurs très justement que « les iden-

tités politiques ne sont pas l'expression directe de positions objectives au sein de l'ordre social ».

Ces affects mortifères pourraient donc être éradiqués simplement en changeant de vocabulaire. Est-ce vraiment si simple ? Elle ne nous dit d'ailleurs rien de ce que devrait être ce nouveau vocabulaire. S'agit-il de faire des concessions à la xénophobie en reprenant à son compte certains propos sur les migrants comme certains à gauche sont tentés de le faire ? Gagner des électeurs aujourd'hui acquis à l'extrême droite suppose d'abord de rester ferme dans le combat et l'argumentation contre le racisme et la xénophobie. Toute concession sur ce terrain ne peut que les renforcer dans leurs convictions et crédibiliser encore plus les formations politiques qui en ont fait leur doctrine.

Si on ne fait pas de politique sans passions, encore faut-il voir que toutes n'aboutissent pas au même résultat. Un affect dominé par le ressentiment peut vite se transformer en rancœur haineuse à la recherche de boucs émissaires et non en une espérance permettant de se projeter dans l'avenir avec l'espoir d'une société désirable.

O PIERRE KHALFA

Chantal Mouffe : « Il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche »

L'été dernier, nous avions interrogé la philosophe Chantal Mouffe à propos de deux de ses livres tous juste traduits. L'inspiratrice de Podemos et de la France insoumise précisait sa conception du populisme de gauche.

Regards. Vous faites une critique acerbe du consensus politique au centre, des grandes coalitions droite/social-démocratie. Pouvez-vous préciser le cœur de cette critique ?

Chantal Mouffe. La conséquence de ce consensus au centre a été de créer un terrain favorable pour l'apparition d'un populisme de droite. C'est de plus en plus clair en France, et tout à fait évident en Autriche – le premier pays qui ait suscité ma réflexion sur ce point. L'Autriche a en effet connu, beaucoup plus que les autres pays

européens, l'expérience de la social-démocratie de marché et des grandes coalitions. Je voulais montrer combien l'argument selon lequel le consensus au centre était le signe d'une démocratie plus mûre était erroné. J'avais déjà la thèse selon laquelle ce consensus au centre était un danger pour la démocratie, et créait les conditions du développement d'un populisme de droite. Dix ans après, force est de constater que les populismes de droite se sont bel et bien multipliés et renforcés en Europe. C'est en ce sens qu'il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche.

En quel sens proposez-vous non pas un abandon de la frontière gauche / droite, mais la construction d'un populisme de gauche ?

Lorsque j'ai fait paraître L'illusion du consensus, tout en étant déjà très critique à l'égard de ce consensus au centre – c'est-à-dire à l'égard de l'effacement de toute frontière entre la droite et la gauche – je croyais encore qu'il fallait impérativement rétablir cette frontière politique entre la droite et la gauche. Rétablir cette frontière signifiait, à mon sens, que les partis sociaux-démocrates retrouvent une identité de gauche. Je dois dire que la manière dont les partis sociaux-démocrates ont réagi, ou plutôt n'ont pas réagi à la crise financière de 2008, m'a fait perdre toute illusion. Il y avait une chance historique de se hisser, au minimum, à la hauteur de Roosevelt et du New Deal. Mais les sociaux-démocrates ont démontré leur incapacité à résister à une ligne de centre-droit (en sauvant les banques, en mettant en œuvre des politiques d'austérité, etc.). Parler de populisme de gauche signifie prendre acte de la crise historique de la social-démocratie, qui ne permet plus, à mes yeux, de rétablir cette frontière entre la gauche et la droite.

« La construction d'une identité politique transversale articulée dans un projet émancipateur, c'est ce que j'appelle peuple. »

Que signifierait alors un populisme de gauche ?

À travers mes contacts avec Podemos, j'en suis venue à penser que l'on ne pouvait plus se contenter de s'adresser à des gens qui se considéraient comme appartenant traditionnellement à la gauche. Aujourd'hui, la base de la population qui peut être gagnée à un projet de transformation radicale peut être plus large, du fait des politiques d'austérité et de la précarisation de la classe moyenne espagnole. Les demandes démocratiques de cette dernière doivent pouvoir, en effet, être désormais incluses dans ce projet de transformation émancipateur. Ce qui suppose un travail de construction d'une nouvelle identité politique en tant que peuple ou, pour reprendre l'expression de Gramsci, d'une volonté collective.

En quel sens parlez-vous de peuple et de populisme ?

Lorsqu'il y a trente ans, avec Ernesto Laclau, nous faisions dans Hégémonie et

stratégie socialiste le constat d'une crise de l'hégémonie social-démocrate, nous pensions encore pouvoir radicaliser la social-démocratie et la démocratie en général, en incluant des demandes démocratiques qui n'étaient pas uniquement pensables en termes de classes. Nous pensions aux revendications féministes, écologistes, des minorités sexuelles ou racialisées, pour prendre ces exemples. Trente après, avec le démantèlement de l'État providence, et la montée en puissance des identités nationales, religieuses ou ethniques, cette possibilité – radicaliser la social-démocratie – s'est dissipée. Nous nous trouvons dans une situation où, avec l'hégémonie néolibérale, nous sommes contraints de défendre ce que nous pensions pouvoir radicaliser. Dans le même temps, nous pouvons également tenter de rallier des gens qui n'étaient pas, auparavant, affectés par les politiques d'austérité. Aujourd'hui, nous sommes tous affectés, dans nos vies, dans nos corps, par les conséquences d'un capitalisme financiarisé. C'est sur ce terrain que nous pouvons espérer construire un projet transversal. Cette construction d'une identité politique transversale articulée dans un

projet émancipateur, c'est ce que j'appelle peuple.

« La différence entre un populisme de droite et un populisme de gauche tient à ce que le premier tend à restreindre la démocratie, tandis que le second travaille à l'étendre et la radicaliser. »

C'est un projet transversal, qui s'oppose au populisme de droite ?

Le populisme de droite a compris et profité du fait que le déplacement de la social-démocratie vers la droite a laissé de côté toute une série de demandes démocratiques de la classe ouvrière traditionnelle, qui ne se sent plus représentée politiquement par les partis traditionnels. Le vote des classes populaires, comme on peut le voir en France ou en Autriche, ne signifie pas seulement la reconstitution d'un vote de classe qui s'est retourné contre la gauche. On peut le regretter, mais c'est un vote transversal qui signifie aussi un ralliement des classes populaires à des valeurs morales, nationales, religieuses, articulées dans un projet de droite. Et auquel, me semble-t-il, il faut opposer des demandes démocratiques trans-

versales articulées, cette fois, dans un projet de gauche, plutôt que de blâmer le vote populaire en condamnant, de manière morale, son adhésion à des valeurs xénophobes ou autoritaires. C'est en ce sens que je considère que nous sommes aujourd'hui, en Europe, dans un moment populiste.

Mais quelle serait, dès lors, la différence entre un populisme de droite et un populisme de gauche ?

La différence entre un populisme de droite et un populisme de gauche tient à ce que le premier tend à restreindre la démocratie, tandis que le second travaille à l'étendre et la radicaliser. Pour reprendre la définition de Laclau, le populisme, la création d'un peuple à avoir avec l'instauration d'une frontière entre "nous" et "eux", entre le peuple et l'establishment. Bien entendu, ce "nous" peut être construit de manières fort différentes, puisque le peuple n'est pas donné, mais relève d'une construction politique en rapport avec un "eux". Toute la question est de savoir quel genre de rapports s'établit entre ce "nous" et ce "eux". Il peut prendre la forme d'un rapport avec un ennemi, un ennemi qu'il s'agit de détruire et d'éradi-

quer. Il peut aussi prendre la forme d'un rapport à un adversaire, mais un adversaire avec lequel la lutte, l'antagonisme est négocié dans le cadre d'institutions démocratiques qu'il s'agit de transformer pour étendre, radicaliser le cadre pluraliste de la démocratie. C'est en ce sens qu'un populisme de gauche n'est pas en opposition avec la démocratie et les institutions, mais relève de ce que j'appelle un réformisme radical. S'engager dans les institutions comme l'a tenté Syriza, comme le voudrait Podemos, exige de les transformer dans le sens d'une radicalisation et du pluralisme.

« Il est tout sauf évident que les luttes soient spontanément convergentes. Articuler ces luttes dans leur pluralité relève d'une travail politique. »

Qu'entendez-vous par pluralisme ?

Un peuple ne constitue pas une entité homogène. Il est au contraire tissé de relations entre des demandes hétérogènes, et souvent divergentes entre elles. Pour prendre un exemple révélateur : je vis depuis longtemps en Grande-Bretagne et j'étais, dans les années 70 et 80, en-

gagée dans le mouvement féministe. Je me souviens d'un mouvement féministe qui luttait, à l'intérieur des syndicats de l'imprimerie, pour l'égalité salariale des ouvrières. Les typographes, qui représentaient alors une sorte d'aristocratie ouvrière, mais qui étaient en grande partie, sinon exclusivement, des hommes, se sont battus contre cette revendication et pour maintenir le différentiel de salaire, et donc également une hiérarchie entre hommes et femmes. Articuler des demandes divergentes relève d'un travail et d'une construction politique qui n'est jamais donnée d'avance, et autrement plus difficile, me semble-t-il, que ne le laisse penser l'idée d'une convergence des luttes. Il est tout sauf évident que les luttes soient spontanément convergentes. Articuler ces luttes dans leur pluralité relève d'une travail politique, de la construction d'une "chaîne d'équivalences" comme nous l'écrivions avec Ernesto Laclau, c'est-à-dire aussi de la constitution de nouvelles formes de subjectivités. Par exemple, faire en sorte qu'il devienne impensable et intolérable, pour une féministe, de faire triompher une revendication au détriment de la classe ouvrière ou des immigrés.

La construction de ce que vous appelez un peuple ne s'apparente pas à l'illusion d'un peuple assemblé et rassemblé de manière unanime et consensuelle, à la manière des 99% d'Occupy Wall Street ?

Dans mes contacts avec Occupy New York, j'ai eu l'occasion d'écrire un texte dans leur revue théorique intitulée Tidal, où je me prononçais déjà contre cette idée que tous nos problèmes proviendraient d'une minorité de super-riches, qu'il suffirait d'éliminer pour que le peuple se trouve réconcilié avec lui-même ... Je pourrais, pour faire preuve d'un peu d'humour, citer Mao Tsé-Toung, qui rappelait qu'il y avait des contradictions au sein même du peuple. Que le peuple soit hétérogène, constitué de différences, et de tensions productives entre ces différences doit justement nous conduire à admettre des divergences et un cadre de négociation des conflits le plus pluraliste possible. C'est l'apport du libéralisme politique à la démocratie : la démocratie, ce n'est pas seulement la loi de la majorité, mais également le respect des minorités.

« Il est important que la gauche ne se limite pas à une idéationaliste rationaliste de la politique. »

On ne saurait éradiquer la place du conflit dans une société...

Je pars en effet du principe que ce qui définit le politique, c'est une dimension de conflictualité irréductible, et inhérente à toute société. Sans quoi, au fond, il suffirait d'administrer et d'arbitrer rationnellement les conflits, et la politique se confondrait avec ce qu'on appelle la "gouvernance". La présence d'un antagonisme signifie, au contraire, un conflit qui ne saurait avoir de solution rationnelle, c'est-à-dire un conflit si indécidable sur la base d'une décision rationnelle qu'il exige de prendre parti. Prendre parti – et c'est cela pour moi la politique – introduit donc un élément fondamental, le rôle des passions et des affects. J'insiste sur le fait que la construction d'un "nous" politique se fait à travers la cristallisation d'affects, ce que toute la conception de la démocratie basée sur la théorie de la délibération et de la rationalité communicationnelle échoue à éliminer. C'est en ce sens que Carl Schmitt m'intéresse, lorsqu'il fait remarquer que les libéraux prétendent parler de politique en employant un vocabulaire emprunté à l'économie ou la morale. Au fond, les libéraux prétendent faire une philosophie politique sans politique.

Comment réduire l'antagonisme sans chercher à l'éradiquer ?

On doit faire droit à l'antagonisme. En affirmant que cet antagonisme peut se manifester sous la forme d'un conflit dont les protagonistes se reconnaissent bien comme des adversaires, mais ne se considèrent pas pour autant comme des ennemis. C'est-à-dire qu'ils se reconnaissent comme des protagonistes d'un conflit qui ne sauraient se mettre d'accord sur la base d'options rationnelles et réconciliables, mais font pour autant droit à la pluralité des points de vue dans le cadre d'institutions démocratiques qui permettent d'apprivoiser leur antagonisme. Il s'agit donc non pas d'éliminer l'antagonisme, mais de le sublimer. Je voudrais insister sur ce point car il a en effet prêté à bien des malentendus. La présence d'un antagonisme ne saurait être éradiquée ; elle est comparable, si vous voulez, à un lion qu'un dompteur aurait apprivoisé, et dont la force ne saurait être éliminée mais seulement sublimée. C'est le défi même de toute démocratie.

En fait, vous êtes freudienne ?

Le fait que le sujet soit divisé, qu'il soit la proie d'affects ambivalents, qu'il n'y ait

pas d'identités collectives qui ne soient le produit d'identifications, ce sont, pour moi, des acquis définitifs de la psychanalyse. C'est aussi en ce sens que je m'intéresse, à la manière de Gramsci, à la place de l'art et de la culture dans la construction des identités politiques, puisque les identifications affectives résultent toujours de notre inscription dans un monde de pratiques culturelles et discursives, des livres qu'on lit, des films qu'on voit, etc. On ne vient pas au monde, et au monde politique, sans être travaillé par toute la culture et le langage. Cette place des affects et des identifications affectives, encore une fois, est essentielle. La gauche, nous dit-on, devrait uniquement utiliser des arguments rationnels, et se garder de s'adresser aux affects, au risque de s'engager dans une forme de populisme et de fascisme. Seulement, on ne combat pas des affects avec des idées, mais avec des affects plus forts que ceux qu'on veut déplacer, et pour que les idées aient de la force, il faut qu'elles se traduisent en affects. Je ne suis évidemment pas contre la rationalité (sans quoi je n'écrirais pas de livres théoriques), mais il est important que la gauche ne se limite pas à une idée ratio-

naliste de la politique. C'est ce que Podemos a magnifiquement compris. Et ce que n'ont pas saisi tous ceux, encore une fois, qui ne comprennent pas l'adhésion que suscite Marine Le Pen en France, ou le FPÖ en Autriche.

Chantal Mouffe, *Le paradoxe démocratique*, École nationale supérieure des Beaux-Arts, 20 euros.

Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 17,50 euros.